

le prolétaire

M 2414 - 388 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

DU 1er JUILLET AU
30 SEPTEMBRE 1986.

5FF
30FB
3FS
1000L.

n° 388



SOWETO 76-86 : VIVE LA LUTTE DE CLASSE ANTI-APARTHEID !

Le 16 juin 1986 les masses ouvrières et exploitées, bravant la proclamation de l'état de siège proclamé par le sanguinaire régime capitaliste d'Afrique du Sud, ont mené une grève générale pour célébrer par la lutte le soulèvement de Soweto du 16 juin 1976. Cela malgré une répression de plus en plus sanglante: 1900 victimes en 21 mois depuis le début des émeutes en septembre 1984 (cf "le Monde" du 19 juin 1986). Cette grève générale représente une étape importante dans le développement du processus de lutte engagé depuis 10 ans par les masses d'Afrique du Sud. Une lutte qui s'achemine vers des affrontements de plus en plus violents, laissant de côté toute solution de compromis dans l'immédiat, et cela grâce aux importants progrès réalisés par les masses tant du point de vue de leur capacité de mobilisation que du point de vue de l'organisation de leur combat. A tel point que pour des dizaines ou des centaines de victimes (213 pour le seul mois de mai 86), se dressent autant sinon plus d'énergies combattives de lutte.

La véritable question qui se pose dorénavant pour les masses noires d'Afrique du Sud n'est pas tant d'organiser dans les meilleures conditions les futurs affrontements, que de préparer à tracer des perspectives et des orientations pour tirer tous les profits politiques de leur combat et contrôler pratiquement et politiquement les résultats d'une lutte courageuse, résolue et massive qui ne se laisse d'autre alternative que la victoire ou une défaite sanglante.

C'est là une question d'autant plus vitale et urgente à terme que, parallèlement au renforcement de l'arsenal

policière et militaire de l'Etat sud-africain, se développent des initiatives internes (de la part des libéraux blancs ou des forces modérées comme celle de Desmond Tutu qui accompagnent la lutte pour mieux la dévoyer) et des initiatives extérieures (ignoble et ridicule ballet diplomatique mené par les puissances impérialistes et les Etats bourgeois du Nord comme du Sud) pour préparer des compromis visant à maintenir le régime capitaliste d'Afrique du Sud tout en aménageant les formes de l'apartheid.

Face à tous ceux qui ne veulent voir dans l'apartheid qu'une forme particulièrement monstrueuse et excessive de la folie raciste, il importe de rappeler que le régime d'Afrique du Sud est l'expression historique du développement de l'accumulation du capital et de l'exploitation bourgeoise des masses ouvrières et exploitées de ce pays.

Face aux messieurs qui font la moue devant la lutte anti-apartheid et ne voient en elle qu'un dérivé de la lutte des classes (et fanfaronnent des slogans académiques creux et sonores du style "luttes de classe contre lutte de race"), il est nécessaire de rappeler que cette lutte est la forme particulière qu'emprunte la lutte des classes dans ce pays, en raison de la situation historique et matérielle précise qui y règne, pour la défense de leur condition de vie, de lutte et de travail.

Les émeutes de Soweto en juin 1976 (qui firent plusieurs milliers de morts entre juin et octobre) furent engagées par les écoliers noirs pour protester contre

la décision d'imposer l'afrikaans, la langue des blancs et de leur système de discrimination raciale, économique et sociale, pour l'enseignement de certaines matières (histoire, géographie, mathématiques). Cette lutte déclencha une mobilisation généralisée des masses noires au nom des cris de guerre: "la libération passe avant l'éducation" et "Power to the people!". Elle mit en mouvement toutes les forces sociales prolétariennes et sans réserves dans une lutte acharnée contre le système d'exploitation capitaliste dont l'apartheid est l'instrument fondamental ainsi que l'expression dominante, bref la clé de voûte.

Cela démontre, au passage, une fois de plus que la lutte des classes n'est pas une donnée livresque qui se développe de manière "pure" opposant, comme le concevait les économistes à l'époque de Lénine (et à leur suite bien des pseudo-marxistes aujourd'hui), le prolétariat contre le capital, tous deux conçus (de manière religieuse selon le saint principe de l'immaculée conception) de manière académique. La lutte des classes est au contraire l'expression des contradictions matérielles et historiques, qui sont le plus souvent particulièrement complexes, à travers lesquelles se développe le cours réel du capitalisme en fonction de situations multiples et variées. La lutte prolétarienne quant à elle, est un résultat et un processus historique qui permet aux masses (ou ne permet pas, ou ne permet que partiellement), en fonction du rapport concret des forces, de dépasser des contradictions, de surmonter les nombreux obstacles et pièges qui se dressent sur son chemin, et de se

développer en un mouvement ininterrompu jusqu'à l'émancipation totale du joug du capitalisme. Un mouvement de lutte qui se développe dans le cadre des pays mais aussi s'enrichit de l'expérience internationale de lutte des masses (qu'elle contribue par ailleurs à alimenter) pour s'élargir à un processus de lutte internationale et internationaliste.

Aussi la tâche des marxistes révolutionnaires dans les métropoles impérialistes n'est-elle pas de dissertar sur le caractère (supposé ou non) de classe de la lutte anti-apartheid des masses d'Afrique du Sud. Elle est d'oeuvrer là où ils sont, sur le plan politique et matériel, contre les manœuvres de la Sainte Alliance impérialiste et capitaliste destinées à étrangler et à dévoyer la lutte des masses exploitées d'Afrique du Sud dont le véritable fer de lance ne peut être que la lutte prolétarienne, tout en cherchant (ce qui aujourd'hui est très difficile, voire presque impossible dans l'immédiat) à établir des contacts politiques et organisationnels avec les noyaux d'avant-garde pour les aider à pousser la lutte le plus loin possible sur le chemin de la victoire.

La tâche des marxistes révolutionnaires n'est pas de "choisir" les seuls terrains de lutte qui seraient dignes de leur intervention mais bien de prendre appui sur la réalité complexe de la lutte des classes pour chercher à la transformer en une lutte révolutionnaire de classe indispensable à l'émancipation de toutes les formes de l'exploitation capitaliste et impérialiste.

19 juin 1986.

Nucléaire un front de lutte qui concerne les prolétaires

L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl est, à bien des égards, significatif. Au delà des incompétences techniques et organisationnelles, il révèle les multiples aspects de la question générale des risques industriels. A l'époque de la domination généralisée (à l'échelle de la planète toute entière) de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste, l'industrie nucléaire (civile et militaire), au même titre que les industries chimiques (qui ont également une utilisation civile et militaire) ou d'autres industries, représente une menace aux conséquences catastrophiques. Cela non seulement en raison des nuisances graves sinon irréversibles pour l'espèce humaine et pour l'environnement en cas d'accident, mais aussi et surtout parce que ces menaces sont engendrées par la logique du système capitaliste, impérialiste et militariste qui tend à soumettre à son fonctionnement anarchique et chaotique l'ensemble des forces vives de l'espèce humaine (à commencer par les masses ouvrières et exploitées du monde) ainsi que les ressources de la nature. L'accident de tchernobyl est, de ce point de vue, au delà de sa gravité particulière, le symptôme d'une situation plus générale (comme nous le montrons par ailleurs dans le journal). En cela, il traduit une politique d'accumulation de capital, de développement économique et militariste qui délibérément impose la logique du profit et de la rentabilité au détriment des masses. Cette politique délibérée est partout planifiée de manière à circonscrire les effets des risques d'accident dans des limites comparables à celles des autres formes de nuisance: accidents de la route, accidents du travail, décès dus au développement d'une misère aussi bien matérielle et physique que psychologique, nerveuse et morale. Ces limites, varient bien sûr, selon le "niveau de vie", c'est-à-dire le degré de développement économique des pays concernés.

(suite en page 4)

L'hystérie sécuritaire

Depuis plusieurs années, le discours sécuritaire se développe en France à travers des prises de position de plus en plus hystériques qui émanent, avec certes des variations, de tous les bords de l'éventail politique. Sur ce plan, la gauche comme la droite se livrent à une véritable surenchère. En 1982, Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, affirmait: "nous souffrons d'un état d'insécurité qui n'est ni supportable, ni admissible" (Le Monde du 15 juin 82). En mars 83, lors des élections municipales, le même Defferre mena campagne sur le thème de la sécurité et de l'immigration en procédant à des amalgames criminels et scélérats destinés à désigner les travailleurs immigrés comme responsables de la délinquance et comme cibles privilégiées d'un renforcement de la politique de discrimination, de terreur et d'arbitraire qui les frappe systématiquement. En cela, Gaston Defferre exprimait de manière particulièrement spectaculaire et accentuée, l'orientation générale du PS et du gouvernement de gauche. Une orientation qui, jusqu'en 1986, s'est régulièrement poursuivie et confirmée.

L'attitude du gouvernement représentait un écho, modulé par quelques bémols de pure convention, au délire sécuritaireannoncé par la droite et l'extrême-droite. Mais quant au fond, tout ce sale monde était et demeure d'accord, comme le déclarait Laurent Fabius lui-même lors du fameux débat télévisé avec Jacques Chirac. Le premier ministre d'alors disait au futur premier ministre qu'ils étaient au fond d'accord sur les problèmes d'immigration et de sécurité...

Sur cette base, le gouvernement de droite peut aujourd'hui, en toute

impunité, poursuivre le travail déjà consolidé par le gouvernement de gauche. Il n'a plus qu'à continuer à serrer la corde mise autour du cou des masses (notamment les jeunes, les immigrés, les défavorisés) par ses prédécesseurs de "gôche" pour renforcer le contrôle policier de la société et le conditionnement de la population. Le tout, rivalité politique interbourgeoise oblige, en s'efforçant de tirer la couverture à soi et de s'en attribuer tous les honneurs. C'est là

(suite en page 6)

EST/OUEST : MIRACLES DE LA TECHNOLOGIE

Tchernobyl : le grand boom du capitalisme russe !

Nous n'analysons pas en détail les causes et les conséquences de la catastrophe qui a touché le 26 avril 1986 le quatrième réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl: les médias ont donné suffisamment d'informations à ce sujet. Notons simplement qu'après la grave alerte de Three Mile Island aux Etats-Unis en 1979, il s'agit du "plus grave accident nucléaire de l'histoire". Jamais, en effet, les défaillances techniques d'un réacteur n'avaient touché à ce point travailleurs et populations non seulement du pays concerné mais aussi des pays voisins.

En effet, le nuage radioactif a survolé toute l'Europe occidentale, entraînant une radioactivité de 5 à 10 fois supérieure à la moyenne habituelle. Et 80 personnes (ingénieurs, techniciens, pompiers) ont reçu des doses mortelles de radiations. La catastrophe aurait fait 25 morts et 30 blessés seraient dans un état critique. 250 irradiés exigeraient une surveillance médicale attentive afin de dépister l'apparition de cancers et de leucémies. Au total, 100 000 personnes des villages voisins de Tchernobyl devraient subir des examens médicaux pendant le reste de leur vie. Une zone de sécurité de 30 kilomètres autour de la centrale a dû être mise en place et dès le 27 avril, près de 100 000 personnes et les animaux ont été évacués.

Actuellement, la situation semble stabilisée et les travaux de décontamination sont en cours. Il n'est donc ni trop tôt ni trop tard pour faire un bilan de la catastrophe. Cela revient à dire que les problèmes posés par la catastrophe de Tchernobyl et, au delà, par l'exploitation de l'énergie nucléaire, n'intéressent pas seulement les écologistes et les anti-nucléaires mais aussi les communistes révolutionnaires.

Challenger : United space boom !

Quoi de mieux, pour intéresser le grand public à l'espace que d'y envoyer des civils? La jeunesse n'est pas oubliée pour autant. Les feuilletons télévisés avec fusées et héros triomphants en témoignent. Mais les Etats-Unis voulaient mieux faire encore, puisque, pour la première fois, la navette emportait à son bord un civil: une jeune enseignante (qui s'était laissée prendre au piège) devait faire la classe à ses élèves en plein vol, par écran interposé, évidemment.

Hélas! Le 28 janvier 1986, la navette a explosé et 5 hommes et 2 femmes sont morts en direct devant des millions de téléspectateurs.

Le président Reagan a tout de suite déclaré: "Nous pleurons 7 héros. Nous continuerons notre conquête de l'espace. Cela fait partie des risques de l'exploration et de la découverte".

Sept héros? menteur! Sept victimes du capitalisme!

Il est clair maintenant, en effet, que l'explosion de Challenger a été provoquée par la combustion des joints d'étanchéité sur la fusée d'appoint de droite de la navette: la défaillance de ces joints a entraîné une fuite de gaz incandescent qui a fait exploser le vaisseau spatial.

Or dès le 2 septembre 1977, des ingénieurs de la NASA avaient attiré l'attention sur le fait que ces joints présentaient des défauts de conception. Depuis, les problèmes posés par ceux-ci avaient été régulièrement signalés, particulièrement après le lancement du 24 janvier 1985 qui avait été réalisé par temps froid. On était donc à un an de la catastrophe et les études et tests effectués au cours des mois suivants recommandaient d'éviter un lancement à des températures inférieures à 11°C. Or celui du 28 janvier 1986 a été effectué alors que le thermomètre n'indiquait pas plus de 2°C. à Cap Canaveral. La navette devait donc exploser. Elle a explosé.

Mais il est intéressant de noter l'attitude des responsables de la NASA après l'accident. Jesse Moore, le patron du programme navette affirme ne disposer d'aucune information et constitue une commission d'enquête dirigée... par lui-même. Contrairement aux usages, il fait saisir les films des caméras installées autour de la base de lancement par les agences de presse et des sociétés privées. Les médias ne disposent donc, pour tout document, que du film passé à la télévision qui ne permet pas, évidemment, de comprendre ce qui s'est passé. Les jours suivants, les responsables de la NASA ne donnent aucune information, prétendant ne rien comprendre à l'accident, et les ingénieurs ayant travaillé à la construction et à la maintenance de la navette reçoivent l'ordre de se taire.

Les médias permettent aux bourgeois de bourrer le crâne des masses, de polluer les esprits, lorsque la science et la technologie leur donnent le succès. Mais lorsque c'est l'échec, ils n'hésitent pas à se réfugier dans le silence (et à mentir) pour essayer de cacher la responsabilité du capitalisme.

Aux Etats-Unis comme en Russie (voir la catastrophe de Tchernobyl),

la science et la technologie ne font qu'obéir à la loi fondamentale de l'économie bourgeoise: produire vite et bon marché. Dans ces conditions, les "pepins" sont inévitables. Le programme spatial américain n'y pas échappé.

Lorsque la première navette est lancée, en 1981, le programme a trois ans de retard et coûte deux fois plus cher que prévu. D'autre part, la concurrence commence à se faire sentir: celle de la France avec Ariane, mais aussi celle de la Russie et de la Chine et demain celle du Japon. Quel marché que le lancement des satellites commerciaux! Aussi, devant la concurrence, il n'y a pas le choix pour garder sa part du marché et essayer de l'étendre: faire des économies dans le domaine de la sécurité et accélérer le rythme des lancements.

Tenter de remédier aux problèmes posés par les joints aurait coûté du temps et de l'argent. Rien n'a donc été fait. Au contraire, la NASA a renforcé la puissance des moteurs des fusées d'appoint alors qu'elle allégeait celles-ci au risque de les fragiliser, afin d'augmenter la charge utile. De plus, elle a supprimé des équipements jugés "superflus". Et tout ceci, alors que l'accident majeur avait été frôlé à plusieurs reprises. Au total, Challenger pesait, charge utile non comprise, environ 20 tonnes de moins que lors de son premier vol. Quelle performance! Il s'agissait bien de lancer le maximum de tonnage par an au prix le plus bas possible, puisque le rythme d'inspection et de contrôle des navettes a été accéléré.

Le 28 janvier, la NASA donne l'ordre de lancement, malgré l'avis défavorable des ingénieurs de la firme fabriquant les fusées d'appoint et des dirigeants de Rockwell, le principal constructeur de la navette: il fallait que Challenger parte. Elle a cassé.

Bien entendu, les astronautes ignoraient qu'il y avait un problème avec les fusées d'appoint: ils n'en avaient pas été informés.

Challenger fin janvier, Tchernobyl fin avril. Alors, la science et la technologie viennent d'en prendre un coup? Alors les scientifiques et les techniciens commencent à baisser la tête? Même pas! Relayés par les médias, il leur suffit d'affirmer que le progrès est inséparable d'une part de risque difficile à évaluer et le tour est joué.

Mais sous la domination des lois du capital, la science et la technologie sont et seront, inévitablement en dernier ressort, utilisées dans des opérations à haut risque (risques nucléaires, chimiques, industriels), des destructions militaires et guerrières, des opérations foireuses, des combines désastreuses, toujours et partout destinées à l'asservissement des masses. Aussi longtemps que la science et la technologie seront au service du capitalisme (que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, dans le Nord ou le Sud) leur développement sera entravé par celui-ci; elles ne pourront que servir de point d'appui à des campagnes d'intoxication et de pollution médiatique, derrière lesquelles se profileront des pratiques aux conséquences souvent catastrophiques. ●

LE RESPONSABLE : LE CAPITALISME

Le réacteur accidenté fonctionnant à Tchernobyl appartient à la filière RBMK (Reaktor Bolchoi Mochtnostni Kipiachtchii, c'est-à-dire réacteur de grande puissance à eau bouillante). Tchernobyl comprend 6 réacteurs RBMK de 1 000 mégawatts chacun: 4 en exploitation et 2 en construction. Ces réacteurs sont groupés par paires: 2 réacteurs partagent le même dispositif de contrôle et de sécurité, qui est installé dans le même bâtiment que la réacteur - ce qui n'est pas le cas dans les centrales occidentales, où les salles de commandes sont à l'extérieur.

Mais ce n'est pas tout! Les réacteurs RBMK fonctionnent à l'uranium enrichi à 1,8 %. Ils sont modérés au graphite et refroidis à l'eau bouillante circulant dans des "tubes de force". Ils ont depuis longtemps fait leurs preuves, puisqu'ils sont utilisés dans les sous-marins ou les bâtiments de surface à propulsion nucléaire. Mais ils présentent cependant deux défauts importants. D'abord, il s'y produit toujours des fuites de produits de fission dans l'eau de refroidissement. Or les turbines des centrales RBMK sont alimentées directement par cette eau radioactive venant du coeur du réacteur et non, comme c'est le cas dans la plupart des centrales occidentales, par un second circuit d'eau, non contaminée celle-là. Ensuite, les centrales RBMK ne comportent pas d'"enceinte de confinement" venant doubler la construction en béton contenant le coeur du réacteur et qui isolerait le réacteur et les circuits en contact avec le coeur du reste de la centrale. Or ce que la catastrophe de Tchernobyl a bien montré, c'est qu'une enceinte de confinement aurait au moins évité les rejets radioactifs dans l'atmosphère.

Citons enfin un article publié le 27 mars 1986, un mois avant la catastrophe, par Lyoubov Kovalevska, spécialiste de l'énergie, paru dans "Literaturna Ukraina", hebdomadaire culturel ukrainien de Kiev. A propos de Tchernobyl, nous apprenons ainsi que, pour la cinquième tranche, l'échéance de la construction a été réduite de 3 à 2 ans, que "les problèmes du premier réacteur ont été transférés au second, du second au troisième et ainsi de suite, de sorte que les problèmes sont devenus plus profonds: on assiste à présent à une inflation des problèmes non résolus."

Pour ceux qui voient du socialisme en Russie, la leçon est plutôt rude! A l'Est comme à l'Ouest, le capitalisme ne connaît qu'une loi: produire vite et à bon marché. S'il y a des problèmes, c'est la fuite en avant, jusqu'au moment où tout explose. C'est ce qui vient d'arriver à la centrale de Tchernobyl et à la navette spatiale américaine Challenger.

A Tchernobyl, le capitalisme russe a fait l'économie d'un bâtiment, d'un circuit d'eau et d'une enceinte de confinement. Le capitalisme occidental est ici largement battu: les prix de revient sont tirés au maximum et les délais de construction réduits.

Pas de contestation nucléaire en Russie. La bourgeoisie n'a donc pas à se gêner. La sécurité des travailleurs de la centrale? La santé des populations? Voilà bien le dernier des soucis de la bourgeoisie russe, comme l'a malheureusement montré la catastrophe de Tchernobyl.

Notons, pour terminer, que les centrales RBMK sont destinées autant à produire du plutonium à usage militaire que de l'électricité.

ET SI LES ANTINUCLÉAIRES AVAIENT PARTIELLEMENT RAISON ?

L'électronucléaire a été mis en oeuvre depuis 30 ans pour produire de l'énergie à faible coût. Le premier choc pétrolier n'a été que l'occasion pour les technocrates du nucléaire de pousser à la roue pour décrocher de grosses commandes de centrales. D'ailleurs certaines compagnies pétrolières (Exxon, Gulf, Atlantic Richfield, Shell) se sont intéressées principalement aux secteurs les plus rentables de l'industrie nucléaire: la recherche et l'extraction des minerais uranifères. Dès 1970, 17 sociétés contrôlent pratiquement la moitié des réserves connues d'uranium aux Etats-Unis. Des alliances entre pétroliers et atomistes se sont nouées: Exxon et Westinghouse, Péchiney-Ugine-Kuhlmann et la Compagnie Française des Pétroles.

Parallèlement, les responsables du nucléaire ont développé une formidable campagne de bourrage de crâne: le nucléaire civil n'est pas le nucléaire militaire; il est inoffensif et permet de produire de l'électricité à faible coût; sans nucléaire, il y aura pénurie d'électricité,...

Quinze ans avant la catastrophe de Tchernobyl, écologistes et antinucléaires avaient essayé d'attirer l'attention sur les dangers du nucléaire. Personne n'a voulu les croire! Ils ont été ridiculisés par les spécialistes d'E.D.F. et du Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.), calmés, ma-

traqués et tués (Malville, 1977).

Qui a raison? Il n'y avait qu'un moyen de prouver que l'énergie nucléaire était bon marché, sûre pour les travailleurs, les populations et l'environnement: c'était de construire énormément de réacteurs, tout en accumulant les records de production d'électricité sans accident. Or il y a eu l'incident de Three Mile Island en 1979 aux Etats-Unis. Aujourd'hui, c'est la catastrophe de Tchernobyl. On peut dire que l'énergie nucléaire n'a pas réussi à passer le test décisif. Il semble donc que ce soient les spécialistes des calculs de probabilités (qui évaluaient la possibilité d'un accident grave à une sur dix mille) qui aient raison. En effet, "il y a actuellement en service dans le monde 370 réacteurs qui représentent une exploitation cumulée un peu inférieure à 4 000 années." ("Le Monde", 4 et 5 mai 1986).

En France, 40 réacteurs sont en exploitation et une petite vingtaine en construction. Mais l'hexagone compte un réacteur pour 10 000 km carrés contre un pour 100 000 dans la partie européenne de la Russie. Par ailleurs, les réacteurs français sont beaucoup plus proches de la Suisse, de l'Allemagne, de la Belgique, du Luxembourg que ne le sont les Scandinaves ou les Polonais des centrales russes. Si les calculs de probabilités sont justes, il y aura forcément, un jour, un accident grave en France; avec les conséquences que l'on peut imaginer pour les populations française et des pays voisins.

En soulevant la question du nucléaire les militants antinucléaires désignaient un problème réel; même si c'était à travers des orientations pour le moins confuses et le plus souvent idéalistes et terriblement petites-bourgeoises.

NUCLÉAIRE ET MEDIAS

La catastrophe de Tchernobyl survient à un mauvais moment pour l'industrie nucléaire: elle pourrait faire monter le prix de l'énergie d'origine nucléaire alors que, sur le marché énergétique, les prix du pétrole et du charbon sont relativement bas et que, dans le même temps, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis (qui avaient connu beaucoup d'annulations de commandes après Three Mile Island), les compagnies d'électricité vont devoir investir rapidement.

Alors, finie l'industrie nucléaire? Certainement pas! Ce serait oublier ses experts et leurs larbins qui restent tout-puissants et contribuent à polluer les esprits et à manipuler les populations, opérant hors de tout contrôle, à l'aide des médias.

Un débat sur les enjeux économiques, sociaux, politiques des programmes nucléaires? Sur les possibles solutions de rechange énergétique? Allons donc! Le débat est soigneusement réduit à une discussion sur la sécurité. A en croire ces messieurs, nous sommes à l'époque de la technologie à hauts risques et il n'y a pas de progrès sans dégâts du progrès (et progrès des dégâts, ajoutons-nous!). Faire accepter le risque nucléaire (et les risques industriels d'aujourd'hui) comme cela a été fait pour les risques industriels plus anciens, voilà le souci de la bourgeoisie, qui se sert des grands médias de l'audiovisuel pour quadriller les esprits.

L'actualité est riche. Aussi les journalistes sont-ils toujours pressés par le temps d'antenne. Mais ils connaissent leur travail: coincer la catastrophe de Tchernobyl entre la privatisation de T F 1 et la préparation du Mondial, pour la banaliser complètement.

Et puis, il y a le renfort des experts d'E.D.F. et du C.E.A. qui sont là pour nous rappeler qu'il y a bien 12 000 morts par an sur les routes de France. Alors, pourquoi pas quelques dizaines de milliers de cancers supplémentaires... chez nos voisins, évidemment, puisque nos centrales, qui n'ont pas connu d'accident majeur, sont sophistiquées et chères, donc sûres.

Qu'on ne s'étonne pas, vu la pauvreté d'un tel débat, d'entendre, même après la catastrophe de Tchernobyl, les responsables politiques du monde entier vanter les mérites de l'électronucléaire, que ce soit au sommet de Tokyo ou à la conférence nucléaire européenne de Genève: "l'arbre de Tchernobyl ne doit pas cacher la forêt." Même en Allemagne, où les Verts se battent contre la construction du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf en Bavière et contre la mise en service du surgénérateur de Kalkar en Rhénanie-Westphalie, la bourgeoisie essaie de désamorcer la remise en cause du programme nucléaire en créant un super-ministère de l'environnement, chargé de la sécurité des centrales nucléaires.

Mais la palme revient sans discussion à la bourgeoisie russe: le vice-président du Conseil des ministres ne déclare-t-il pas que l'exploitation des réacteurs 1 et 2 de la centrale de Tchernobyl reprendra "avant la fin de l'année"? Le premier vice-ministre de l'Energie n'affirme-t-il pas que la part du nucléaire passera de 10,8 % actuellement à 21 % en 1990 dans

la production globale d'électricité du pays, ajoutant avec un cynisme monstrueux que "les progrès scientifiques et techniques comportent des risques. Certaines pertes causées par l'exploitation de l'énergie atomique ne signifient pas qu'il faille renoncer à cette solution progressiste, tellement indispensable aux hommes." ("Le Monde" du 27 mai 1986).

ELECTRONUCLEAIRE ET PROFITS

Une telle constance dans l'affirmation de la nécessité de l'emploi de l'énergie atomique finit par devenir suspecte. Quel est donc le coupable ?

Nous avons déjà souligné que le capitalisme s'était tourné vers le nucléaire bien avant le premier choc pétrolier, et que la crise énergétique de 1973 n'avait fait qu'accélérer le recours au nucléaire. Mais cette fameuse crise pétrolière ne coïncide-t-elle pas avec le début de la crise économique qu'il y a ? Nous y sommes enfin ! Le recours au nucléaire et son développement massif représentent alors une fuite en avant permettant au capitalisme de rechercher des profits dans un domaine encore peu exploité. L'uranium doit être extrait, enrichi, retraité. Le cycle du combustible d'une part, la construction des centrales d'autre part, autorisent tous les espoirs de faire du fric.

Quels sont les bénéficiaires de cette manne nucléaire ?

I. Industrie minière de l'uranium.

Le Commissariat à l'Énergie atomique, Péchiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) et Le Nickel se partagent l'exploitation des mines et le raffinage de l'uranium à travers :

- la Société Industrielle des Minerais de l'Ouest (S.I.M.O.),
- la Compagnie Française des Mines d'uranium,
- la compagnie des Mines d'Uranium de Franceville au Gabon (COMUF),
- la Société des Mines de l'Air (SOMAIR) au Niger,
- la Compagnie des Mines d'uranium de la Kouna (URBA) en République de Centre-Afrique.

La conversion de l'uranium en métal et hexafluorure est effectuée par la COMUREX et sa commercialisation revient à URANEX.

II. Enrichissement de l'uranium.

Il est effectué par la société EURODIF dans son usine de Tricastin près de Pierrelate.

III. Fabrication des combustibles.

Elle est assurée par :

- les Ateliers Belges d'EUROFUEL pour le combustible des réacteurs à eau pressurisée (PWR),

- la Société Industrielle des Combustibles pour Réacteurs à Eau Légère (SICREL) pour les réacteurs à eau bouillante (BWR) sous licence General Electric,

- la Société Industrielle de Combustible Nucléaire (SICN) et la Compagnie des Combustibles Atomiques (CERCA) pour les centrales graphite-gaz et les surgénérateurs.

- le combustible final est fabriqué dans les Usines Chimiques de Pierrelate (U.C.P.),

IV. Construction des centrales nucléaires.

- les chaudières PWR par Framatome,

- les chaudières BWR par Alstom filiale de la Compagnie Générale d'Électricité (C.G.E.),

- gros matériel électrique par Alstom-C.G.E., la Compagnie Electromécanique (C.E.M.), Jeumont-Schneider et Merlin-Gérin,

- réacteurs à haute température : Creusot-Loire, P.U.K. et la C.E.M.

- enfin, le groupe Empain a été le maître d'œuvre pour la construction du surgénérateur de Creys-Malville.

V. Retraitement et stockage des combustibles.

Ce domaine n'est pas rentable. C'est donc l'Etat, par la Compagnie des Matières Nucléaires (COGEMA), qui l'a pris en charge.

Bien évidemment, des groupes financiers sont derrière les sociétés que nous venons de citer. Le groupe ROTHSCCHILD s'occupe des mines par les sociétés Le Nickel, Pennaroya, Mokta, etc. Le groupe Rivaud par la société Kali Sainte-Thérèse. Le groupe du baron belge Empain a le monopole de la construction des centrales nucléaires en France. Il contrôle en effet Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, Marine-Firminy et Merlin-Gérin. On peut encore citer la Financière de Suez, la Banque Vernes, le groupe suisse Brown-Boveri.

Pour la France au moins, on peut noter que la pénétration des sociétés privées dans l'industrie nucléaires est très forte et très concentrée. Elle bénéficie du résultat des recherches et mises au point effectuées par le secteur public et peut réaliser ainsi sans risques majeurs d'importantes plus-values sur le dos des contribuables. Ainsi, l'enrichissement de l'uranium est une opération onéreuse. Elle est donc laissée à la charge

des fonds publics et effectuée par Eurodif. C'est le secteur public qui assure le conditionnement des déchets radioactifs, supportant le coût de la recherche et de la mise au point industrielle de la vitrification. La compétence d'E.D.F. est mise au service de Framatome. "Alors qu'autrefois c'étaient les constructeurs qui servaient de sous-traitants pour les études d'E.D.F., maintenant, pour les centrales que l'entreprise publique qui achète, c'est EDF qui fait les études en sous-traitant de Framatome, sans que celui-ci les paye." (1) Qu'on ne s'étonne donc plus maintenant qu'E.D.F. soit fortement endettée. De la même manière, enfin, un partage des activités s'opère entre le C.E.A. et le secteur privé : au premier les recherches coûteuses et la mise au point de prototypes (Phénix), au second les bénéfices.

La recherche du profit est donc bien liée, en France comme à l'étranger, au développement de l'industrie nucléaire. Cela explique la propagande massive d'E.D.F., au début des années 70, en faveur du tout électrique. Présentée comme un atout commercial national, l'industrie de l'atome a permis à l'impérialisme de faire du fric en vendant des centrales au tiers-monde et en effectuant des transferts de technologie.

NUCLEAIRE ET IMPERIALISME

Au moment du premier choc pétrolier, les nucléocrates ont mis en avant la nécessité de l'indépendance énergétique pour faire passer leur politique du tout nucléaire. Cette indépendance suppose un approvisionnement régulier (et garanti sur une longue période) en uranium. Or, pour la France, "la capacité de production des installations minières devient insuffisante pour couvrir les besoins dès... 1977"(2). D'autre part, il a été calculé que les réserves uranifères seront épuisées en France entre 1985 et 1990 s'il n'est pas fait appel à l'uranium étranger. L'argument de l'indépendance énergétique est donc trompeur. L'impérialisme français a donc résolu le problème à la manière de l'impérialisme, c'est-à-dire en mettant la patte sur les gisements de Mounana, au Gabon, et d'Arli, au Niger, exploités respectivement, nous l'avons vu, par la COMUF et la SOMAIR.

On comprend maintenant pourquoi l'impérialisme - et l'impérialisme français en tête - n'hésite jamais, lorsque la situation l'exige, à intervenir militairement en Afrique. On comprend que si les différents impérialismes s'y affrontent, c'est pour le pillage de ses richesses minières - les bourgeoisies locales y trouvant leur compte.

Ajoutons, pour terminer, que l'Afrique du Sud est un grand producteur d'uranium. On peut donc être certain que l'impérialisme cherchera toujours à y contrôler la situation - même militairement.

NUCLEAIRE ET POLLUTION

Que dire de l'exploitation de l'uranium ? Il permet, évidemment, au capital d'exploiter les ouvriers qui y travaillent. Voyons dans quelles conditions. Aux risques classiques des exploitations minières s'ajoutent, que ce soit pour l'exploitation à ciel ouvert ou en galeries souterraines, la contamination (poussières de minerai en suspension contenant du radium et dégagement d'un gaz radioactif, le radon) et le rayonnement émis par le minerai. De telle sorte que le taux de mortalité est important chez les mineurs d'uranium par cancer du poumon.

En raison de la faible teneur des minerais extraits, il est nécessaire de traiter ceux-ci à proximité de leur lieu d'extraction afin de les concentrer et de les purifier. Ce traitement par les acides produit des gaz nitreux et sulfureux ainsi que des déchets liquides radioactifs, les "effluents", qui, après traitement, donnent les "rejets", effectivement rejetés dans l'environnement.

La fabrication des éléments combustibles passe, sauf pour les réacteurs à uranium naturel, par l'usine d'enrichissement où l'on pratique le raffinage de l'uranium par purification, préparation de l'hexafluorure d'uranium ou de l'uranium métal. Parmi les polluants chimiques de l'usine d'enrichissement, il y a les fluorures et les oxydes de soufre et d'azote, ces derniers favorisant les fameuses "pluies acides" (voir "Le Proletaire" n° 379 : "Les pluies acides du capital"). Mais l'uranium et ses composés sont hautement toxiques, non seulement du point de vue chimique, mais aussi du fait des radiations.

Entrons maintenant dans une centrale nucléaire en exploitation. Les matériaux du cœur du réacteur et situés à proximité deviennent radioactifs et sont donc très délicats à manipuler par les travailleurs de la centrale.

De plus, une centrale en exploitation pollue l'environnement. Sans entrer dans les détails disons que, même en fonctionnement normal, il y a un rejet de déchets radioactifs gazeux et liquides, respectivement dans l'atmosphère et dans l'eau (rivière, lac ou mer).

Mais ce sont les déchets solides qui sont les plus importants. Ils sont donc transportés dans des fûts blindés et refroidis à l'usine de traitement des

combustibles irradiés de La Hague, où l'on récupère le maximum d'uranium et de plutonium pour les réutiliser dans les réacteurs ... ou dans les bombes atomiques. Quant aux produits irrécupérables, ils sont rejetés dans l'atmosphère ou dans l'eau (rivière, lac ou mer).

Le reste des produits de fission (boues et liquides) est concentré au maximum et stocké dans des fûts prétendus étanches pour être immergés.

Même quand tout va bien donc, l'exploitation de l'énergie nucléaire pollue travailleurs, populations et environnement. Ce n'est pas tout, puisque la catastrophe de Tchernobyl vient nous rappeler que l'exploitation "pacifique" de l'atome peut connaître des accidents et donc polluer bien plus que la normale et tuer.

QUE FAIRE ?

L'exploitation du nucléaire civil peut être dangereuse pour l'homme et pollue. Mais soyons honnête ! Compte tenu des risques encourus, la législation du travail a fixé les conditions dans lesquelles un ouvrier peut travailler sous rayonnement et prévu des doses "admissibles". De même, pour les rejets radioactifs effectués dans l'environnement, les experts ont fixé des quantités "admissibles".

Nous ne nous attarderons pas à déterminer si les normes officielles suffisent à maintenir ouvriers et populations en bonne santé et à préserver l'environnement. Ce que nous soulignons en revanche, c'est que l'électronucléaire n'est qu'un moyen pour le capitalisme de faire de l'argent. Ne soyons donc pas étonnés si "les responsables de la radioprotection" sont soumis à de fortes pressions en "vue d'assouplir les normes de rejets d'effluents et d'augmenter les doses "maximales admissibles" pour le personnel "des installations nucléaires, dans le "but d'accroître la rentabilité" (3).

Ne soyons pas davantage étonnés si les contrôles de pollution radioactive sont tenus secrets: les membres du

Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants font en effet le serment, lors de leur entrée en fonction, de "ne rien révéler ou utiliser "de ce qui sera porté à leur connaissance".

C'est ce verrou du secret qu'il faut faire sauter.

Au cours des années 1970, les écologistes ont essayé de le faire. Sans succès. Jusqu'à ce que l'électoratisme et l'opportunisme fassent éclater leur mouvement en chapelles concurrentes. Mais si le mouvement écologique est mort, l'écologie, la science des équilibres vivants est toujours bien là. Il n'est donc pas exclu que la lutte antinucléaire redevienne un front parmi d'autres de l'opposition entre le capital et le travail. Ce sera alors le devoir du prolétariat de prendre en charge cette lutte.

A l'est comme à l'ouest, les intoxications, les pollutions et les accidents dus à l'exploitation de l'énergie atomique sont le produit du capitalisme et touchent les travailleurs, les populations et l'environnement. Les travailleurs du nucléaire (y compris les intérimaires que le capitalisme utilise sans aucun suivi médical pour les travaux les plus exposés) ont le droit d'être informés. Les populations ont le droit de savoir. L'environnement doit être protégé. Cela ne se fera pas tout seul, ni du jour au lendemain. A cet effet, il faudra que se constituent des comités d'hygiène et de sécurité - indépendants des comités officiels - par usine, par centrale, par région, par quartier, afin que, si les travailleurs et les populations jugent la situation dangereuse, ils aient la force de pouvoir arrêter les centrales. C'est de cette manière que la barrière du secret pourra sauter.

(1) Colson. "Le nucléaire sans les Français". Petite collection Maspéro n° 199, page 71.

(2) Revue Générale Nucléaire, janvier-février 1976, page 42.

(3) "Electronucléaire: danger". Editions du Seuil, 1977, pages 72-73.

NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE

Les technocrates mettent une grande insistance à distinguer soigneusement les applications pacifiques de l'énergie nucléaire de ses usages militaires. Cette insistance ne cache-t-elle pas quelque chose de suspect ? Voyons cela de plus près.

Prenons l'exemple des Etats-Unis où, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'essentiel du potentiel humain et matériel qui a permis le développement des connaissances sur l'énergie nucléaire (et la construction des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki) se trouvait aux mains des militaires.

Dès 1946, la loi sur l'énergie nucléaire (Atomic Energy Act) est votée, afin de transférer la technologie nucléaire du domaine militaire au domaine civil, et la commission de l'énergie atomique a pour mission d'encourager les usages pacifiques de l'atome.

En 1949, la Marine américaine décide la construction d'un réacteur nucléaire destiné à la propulsion des sous-marins, et en 1954, le Nautilus, premier sous-marin à propulsion nucléaire est lancé. Westinghouse et General Electric sont chargés d'étudier et de réaliser des réacteurs nucléaires aptes à satisfaire la propulsion navale. En 1953, la construction d'un porte-avions à propulsion nucléaire est abandonnée par la marine américaine, faute de crédits. Mais le réacteur destiné à équiper ce bâtiment est construit par Westinghouse et diverge en 1957: c'est Shinningport, la première centrale électronucléaire des Etats-Unis. Cependant Westinghouse et General Electric reprennent la construction de réacteurs nucléaires pour la marine. En 1963, plus de 60 réacteurs sont en fonctionnement ou en construction.

Il s'agit là, pour ces deux constructeurs d'un apprentissage formidable, d'autant plus qu'ils n'ont pas à être compétitifs puisqu'ils ne subissent aucune concurrence et sont pris en charge par la commission de l'énergie atomique qui cherche à développer la production électronucléaire. Le marché est alléchant: les capacités installées doublent tous les 10 ans. Mais la position de l'industrie américaine est soumise à une forte concurrence. D'autre part, la Russie progresse rapidement dans la maîtrise de l'énergie nucléaire, et sa première centrale diverge en 1954. Si elle réussit

à implanter des centrales dans les pays "neutres", l'équilibre politique entre les Etats-Unis et la Russie risque d'être rompu.

C'est donc avant tout pour des raisons économiques et politiques qu'en décembre 1953, devant l'assemblée générale des Nations-Unies, le président Eisenhower propose au monde entier de mettre l'atome au service de la paix et du développement économique. C'est ainsi que Westinghouse et General Electric peuvent tester leur technologie en exportant leurs premières centrales en Europe au début des années 60. Depuis, on ne compte plus les centrales qui ont été exportées dans le monde entier par les pays technologiquement avancés.

Mais ce n'est pas seulement aux Etats-Unis que l'exploitation du nucléaire civil a bénéficié de l'expérience acquise dans le domaine militaire: en Russie, en Grande-Bretagne, en France, il en a été de même. Il est donc clair qu'on ne peut séparer les applications pacifiques de l'énergie atomique de ses usages militaires. En conséquence, les nucléocrates sont des menteurs.

Mais ce n'est pas tout ! En effet, les centrales nucléaires qui ont été exportées un peu partout dans le monde, de manière à rentabiliser au maximum les programmes électronucléaires nationaux, produisent du plutonium qui se prête parfaitement à la fabrication de la bombe atomique: c'est de cette manière que l'Inde, par exemple, a réussi à fabriquer sa bombe A.

L'expansion rapide de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire favorise donc la prolifération des armes atomiques. Nous ajouterons que ce n'est pas le traité de non prolifération nucléaire établi en 1968 pour lutter contre l'extension de l'atome militaire qui peut s'y opposer: il s'agit de faire du fric et ce sont les préoccupations commerciales qui sont les plus fortes. Ici encore donc, on ne peut séparer l'exploitation militaire de l'énergie nucléaire de son utilisation pacifique.

Le nucléaire militaire a ouvert la porte au nucléaire civil. Le nucléaire civil ouvre la porte au nucléaire militaire. La boucle est bouclée: les usages civils et militaires de l'énergie atomique sont indissociables et les nucléocrates sont deux fois menteurs.

Nucléaire : un front de lutte qui concerne les prolétaires

(suite de la page 1)

C'est ce qui explique que, pour ce qui concerne l'industrie nucléaire, les complexes militaro-industriels et les Etats impérialistes et capitalistes dans lesquels ils s'intègrent, prévoient un "avenir" de 20 années environ pour le fonctionnement des centrales nucléaires. Au delà, les problèmes de gestion des déchets radioactifs et les risques de catastrophe deviendraient, selon l'ignoble et froid calcul de leurs experts, trop importants et compromettraient les bases économiques et sociales de leur hégémonie!

L'accident de Tchernobyl révèle également la manière dont les Etats gèrent, sur le plan politique, idéologique et médiatique le fonctionnement des activités nucléaires et plus généralement des activités industrielles à haut risque: le mensonge, la rétention d'information, bref le conditionnement des masses afin de les plier à la logique du profit. La manière de conditionner les masses peut, il est vrai, varier selon les pays concernés, sur la base cependant d'un objectif commun: contrôler l'intégralité de leur politique de développement et d'accumulation et plier les masses aux impératifs de cette politique. Mais comme les nuisances dues aux usages nucléaires ou à d'autres catastrophes se contrefichent du tracé des frontières, cela oblige tous les pouvoirs, à travers des rivalités inter-étatiques et inter-impérialistes, à coordonner tendanciellement leur politique de contrôle du nucléaire et de conditionnement des masses. C'est ce que démontre l'intense activité technique, diplomatique et médiatique engagée par les différents Etats à l'échelle internationale après l'accident de Tchernobyl.

Les risques nucléaires et industriels constituent l'une des séries de failles à travers lesquelles se manifeste la domination du système capitaliste à l'échelle mondiale. A cet égard, ils ne peuvent laisser indifférent le prolétariat et les masses opprimées

et exploitées du monde entier, pas plus que les révolutionnaires qui luttent pour l'émancipation du prolétariat comme de l'humanité. Pas plus que cette question ne laisse indifférent les autres classes de la société et tout l'éventail des forces politiques. C'est la raison pour laquelle ces forces ont tendance à investir le terrain de lutte contre le nucléaire en y important tout le fatras de leurs conceptions petites-bourgeoises, collaborationnistes, ou à tout le moins confuses. Ce faisant ces forces ont tendance à transformer ce terrain de lutte en une activité visant à aménager l'ordre capitaliste, à le réformer en l'épurant de ces "excès", comme si les dangers du nucléaire et les risques industriels n'étaient pas une des expressions fondamentales, parmi bien d'autres, de l'horreur de la domination du capital.

Il importe que les communistes révolutionnaires n'abandonnent pas ce terrain de lutte à des forces qui, même si elles sont réellement combattives, comme en RFA, n'en risquent pas moins de rester prisonnières d'orientations confuses et donc susceptibles d'être récupérées par l'adversaire de classe. Il s'agit pour les révolutionnaires d'intervenir sur ce terrain en démontrant qu'il est une des manifestations de la putréfaction du système capitaliste et surtout en cherchant à le transformer en véritable front de lutte regroupant les mouvements de mécontentement et d'indignation autour de perspectives claires susceptibles de gêner, de freiner voire de faire reculer, les énormes intérêts civils et militaires des grands groupes impérialistes et capitalistes et de leurs Etats; cela, en appuyant et favorisant à chaque fois les potentialités subversives de ces mouvements, aussi limitées soient-elles, pour les organiser autour de perspectives de lutte qui pour être partielles n'en aient pas moins un caractère révolutionnaire.

Cela signifie la nécessité d'un effort de propagande destiné à montrer en quoi la question du nucléaire est partie intégrante de la lutte contre la domination capitaliste, et à ouvrir le maximum de perspectives réelles et claires à ce front de lutte pour favoriser son engagement dans une véritable logique d'affrontement avec les intérêts capitalistes et impérialistes. Ainsi, face aux tentatives de contrôle de la question nucléaire par les pouvoirs en place sur le plan matériel, politique, idéologique et médiatique, les communistes révolutionnaires doivent soutenir toute orientation qui tend à favoriser dans un premier temps un contrôle à la base par les travailleurs des industries nucléaires, mais aussi par les masses des régions et des pays concernés, des conditions de sécurité des activités nucléaires. L'objectif étant de soumettre réellement les industries nucléaires à un tel contrôle qui n'a de sens que dans le cadre d'une véritable mobilisation massive de lutte et de vigilance. Le contrôle à la base des masses suppose donc un mouvement de mobilisation et de lutte pour réduire les risques de récupération et de détournement au profit des intérêts de la domination capitaliste.

Sur cette base, la perspective est double:

- élargir ce front de lutte contre les activités nucléaires civiles et militaires (que nous concevons comme un terrain de propagande et d'intervention ainsi qu'un mouvement de mobilisation) à un front de lutte contre l'ensemble des risques industriels engendrés par le capitalisme et sa criminelle logique de domination et de destruction.

- relier ce front de lutte, que nous ne concevons pas comme un substitutif aux autres terrains et aux autres formes de la lutte prolétarienne, aux autres fronts de lutte pour lesquels se mobilise ou se mobilisera nécessairement le mouvement social des masses contre

l'exploitation capitaliste et pour la défense de ses conditions de vie, de travail et de lutte.

L'enjeu est de taille. A terme, il s'agit et il s'agira, pour le mouvement social de se recomposer, ou mieux de se reconstituer sur des bases indépendantes de toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise en parvenant à articuler les différents fronts de lutte (terrains d'intervention) engendrés par l'accumulation des contradictions de plus en plus criminelles du système capitaliste et impérialiste. Dans cette perspective, la question fondamentale pour les communistes révolutionnaires est de prendre appui sur toute les fissures de l'ordre capitaliste pour développer, dans la mesure de leurs possibilités réelles, aussi minimes soient-elles au départ, une activité de propagande et d'intervention en prenant le mouvement pour ce qu'il est, mais aussi et surtout, en cherchant à favoriser le développement de ses potentialités réelles de lutte. Comme le disait Lénine apprendre à s'instruire du mouvement tout en cherchant à l'instruire. ●

LISEZ ET FAITES CONNAITRE
NOTRE JOURNAL EN
LANGUE ITALIENNE !

il comunista

biennale del partito comunista internazionale - Anno III/ Nuova serie
in margine allo strappo Italia - Usa
L'IMPERIALISMO ITALIANO
ALZA LA CRESTA

BOURSE LE CAPITAL A LES BOULES

Dans le dernier n° du PROLETAIRE, nous avons mis en évidence que l'euphorie déclenchée dans le monde bourgeois par les baisses du prix du pétrole n'était guère fondée et nous avons indiqué les risques qui pèsent sur l'économie mondiale, nous avons également souligné l'aspect largement spéculatif des hausses boursières et donc de leur grande fragilité.

Il n'a fallu que quelques semaines pour avoir la confirmation de ce que nous écrivions. Le 26 mai fut un "lundi noir" à la bourse de Paris avec une baisse historique de 7%. Malgré une intervention soutenue des "investisseurs institutionnels", c'est-à-dire de sociétés d'Etat, pour stabiliser le marché, la Bourse a perdu en 3 semaines 18%, en raison des mauvais résultats économiques de la France et du pessimisme sur l'avenir. Fin mai, la Bourse de Milan, qui avait connu une croissance record, connaissait à son tour une chute libre: 20% en une semaine. Enfin Wall Street, en juin, voyait ses valeurs souffrir de la plus grande baisse de leur histoire pour une seule séance. Même s'il est vrai, dans ce cas, que la hausse fut proportionnellement plus forte lors du fameux "krach" de 1929, ce recul a ravivé les craintes sur la solidité du système financier mondial et sur la vigueur de l'économie.

La chute de Wall Street a été en effet provoquée par la détérioration rapide de la situation économique du Mexique, et les rumeurs sur son incapacité à payer sa dette, ainsi que par les doutes croissants sur la santé de l'économie américaine. Le secrétaire américain au Trésor a fait rapidement savoir qu'un

"secours ordonné était apporté au Mexique" pour éviter qu'une faillite de ce pays ébranle tout le système financier international. Quatre ans après la cessation de paiement à l'automne 82, le Mexique qui était entre temps devenu le "bon élève" du FMI, se retrouve à nouveau au bord de la faillite. Le fameux traitement du problème de la dette par les organismes internationaux a été très douloureux pour les masses exploitées et déshéritées des pays endettés; on estime que les travailleurs mexicains ont vu leur salaire réel baisser parfois de 40%; ces derniers jours, les subventions sur la farine et d'autres produits de base ont été supprimées ce qui, par exemple, a fait doubler du jour au lendemain le prix des tortillas, l'aliment de base des couches pauvres. Mais il apparaît que les problèmes ont simplement été renvoyés dans le temps: les sacrifices des travailleurs et des exploités ont enrichi la finance internationale sans même améliorer l'état du capitalisme mexicain qui va appeler à de nouveaux sacrifices. Ce sont les faits qui démontrent l'impuissance tragique de l'union nationale, du réformisme, et qui ne laissent d'autre voie que la lutte ouverte pour le renversement du capitalisme.

Les risques pour l'ordre établi que la situation actuelle de l'économie - en pleine expansion, paraît-il - fait courir, inquiètent les responsables impérialistes. On peut lire dans un rapport de la FEDERAL DEPOSIT INSURANCE CORPORATION (organisme d'Etat américain): "Le secteur financier est probablement proche d'une guerre nucléaire; le genre de "secteur qui peut échapper à tout contrôle, et une fois hors de tout contrôle, il ne peut plus être contenu et il fera probablement plus pour détruire le "monde civilisé (sic!) que tout ce que "vous pouvez imaginer" (F.D.I.C. mars 86).

Les faillites de banques américaines se succèdent à un rythme rapide et tout ralentissement de l'économie ou tout grave "accident" économique ou financier international risquerait de rendre ce processus explosif: le capitalisme mondial est assis sur un volcan.

Cette reconnaissance par les bourgeois du cours catastrophique de leur mode de production doit sans doute nous réjouir. Mais elle doit aussi nous faire comprendre que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même et qu'il pourra survivre à toutes les crises si le prolétariat, regroupé derrière son parti, ne les met pas à profit pour livrer et gagner la guerre de classe. Préparer cette guerre et donc ce parti, voilà la tâche de l'heure! ●

LES NUCLEOCRATES: CACHOTTIERS ET MENTEURS

Les bourgeois européennes ont reproché bien fort à la Russie de ne pas les avoir prévenues de la catastrophe de Tchernobyl. Et lors du sommet de Tokyo, l'impérialisme occidental a réclamé au gouvernement de l'Union Soviétique une "information détaillée et complète" sur l'accident nucléaire.

Qu'on nous comprenne bien! Nous n'allons pas prendre parti contre l'impérialisme occidental pour l'impérialisme russe. Il aurait été étonnant que ce dernier, défenseur acharné de l'industrie nucléaire, prévienne et informe. Comme les autres bourgeoisies, la bourgeoisie russe fait passer ses intérêts avant ceux des travailleurs et des populations.

Il y a lieu de remarquer cependant, que "nulle part, (Pologne et Suède comprises) les retombées observées et intégrées "dans le temps n'ont atteint les niveaux "relevés lors des explosions atomiques "conduites durant les années 1960-1962." (Le Monde du 4/6/86)

N'y a-t-il pas lieu de rechercher encore si ceux-là mêmes qui ont crié si fort n'ont pas caché ou ne cachent pas quelque chose en matière nucléaire? Autant le dire tout de suite, les supporters du nucléaire sont cachottiers et menteurs.

Ainsi le réacteur nucléaire allemand à haute température de Hamm, dans la Ruhr, a été arrêté pour une durée indéterminée parce que ses responsables avaient caché une légère fuite de poussières radioactives en date du 4 mai... et mis sur le compte des retombées de Tchernobyl l'accroissement de la radioactivité autour de la centrale. Pourquoi se gêner?

Ainsi, après l'accident survenu à la centrale russe, la bourgeoisie britannique a affirmé qu'elle n'avait rien à cacher en matière d'industrie nucléaire civile. Or, dans son édition du 4 mai, The Observer révèle que le 31 mars dernier, 500 kg de gaz légèrement radioactif se sont échappés de la centrale nucléaire de Dungeness, près de Londres, sans que la compagnie nationale d'électricité britannique juge bon d'en avertir les populations environnantes. Encore le silence!

Enfin, il a fallu attendre Le Canard Enchaîné du 21 mai 1986 pour apprendre qu'une grave alerte avait eu lieu le 14 avril 1984 à la centrale de Bugey (Ain). Toujours le silence!

Les industriels du nucléaire et leurs larbins continuent donc à avoir

la situation bien en mains: ils fabriquent les centrales, les exploitent, les vendent et gardent le contrôle de toute l'information relative au nucléaire. Bref, ils ont le monopole de la pollution médiatique.

Mais la palme de la désinformation ou de la non information revient sans conteste à la France: alors que tous les services européens de détection ont signalé le passage du nuage radioactif libéré par le réacteur accidenté, le service officiel français a mis 10 jours pour reconnaître qu'il était passé également sur la France. Le ministère de la Santé a laissé le directeur du Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants (S.C.P.R.I.) seul maître de l'information. Et sous prétexte que la santé des français n'était pas menacée, le S.C.P.R.I. organisme pourtant officiel, n'a tout simplement rien communiqué: cette attitude ne ressemble-t-elle pas étrangement à celle de la bourgeoisie russe tout de suite après la catastrophe?

Certes, le 14 mai, pour rattraper le temps perdu, une "structure interministérielle d'information" a été mise en place au ministère de l'industrie, mais à l'usage des seuls médias qui ne devront pas favoriser "la démarche des marchands de panique". Bref, rien ne permet encore aux populations de s'informer directement et la bourgeoisie continue à contrôler jalousement toute l'information concernant le nucléaire: cette mesure n'est destinée qu'à jeter de la poudre aux yeux, à calmer les esprits. Et elle ne coûte rien!

Dans le même temps, le gouvernement propose dans son collectif budgétaire de supprimer le quart des crédits du S.C.P.R.I. déjà amputés de 7 millions de francs par le gouvernement de "gauche", lequel avait purement et simplement supprimé le 3 avril 1982 le "conseil d'information sur l'énergie nucléaire", créé en 1977 par la droite. Nucléaire, quand tu nous tiens!

Ce n'est pas tout! De passage à Moscou le 7 mai, le docteur Jammot, expert du S.C.P.R.I., a refusé de communiquer à ses compatriotes rassemblés à l'ambassade de France les informations qu'il venait d'obtenir le jour même du ministre russe de la santé, les incitant à faire confiance aux responsables soviétiques. La boucle est bouclée! A l'Est comme à l'Ouest, à droite comme à gauche, le nucléaire est bien protégé. ●

ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA
SUISSE:
Editions programme
12, rue du Pont
1003 LAUSANNE

IMPRIMERIE

IMPRES
30, rue de Lingolsheim
67810 Holtzheim
Distribué par les NMPP
n° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926.

Espèce humaine et croûte terrestre

Les extraits de textes que nous publions ici, font partie d'une série d'articles écrits par A. Bordiga entre 1951 et 1953 et publiés alors dans notre organe "Il Programma Comunista". Ces textes dont le thème central est les rapports du capitalisme avec la nature et avec la technique ont été réunis et publiés en 1978 sous le titre de "Espèce humaine et croûte terrestre".

Hier ou aujourd'hui, le capitalisme provoque les mêmes désastres avec les mêmes causes, celles du profit et de la rentabilité qui se dressent contre l'équilibre naturel et contre la plus élémentaire sécurité technique.

Ces textes gardent plus que jamais leur valeur de démonstration de l'incapacité fondamentale du mode de production capitaliste d'assurer un développement des forces productives en accord avec la sauvegarde de notre vieille croûte terrestre et en respectant la sécurité de l'espèce humaine. Que l'on remplace Venise par Mexico, Bhopal ou Tchernobyl et la démonstration ne sera que plus parfaite.

A PROPOS DES "CATASTROPHES NATURELLES"

Les inondations de la vallée du Pô et le débat confus qui s'en est suivi sur leurs causes et sur la responsabilité des collectivités et organismes publics qui n'ont pas su organiser la défense, avec toutes les écoeurantes polémiques où l'on s'accuse réciproquement de "spéculer" sur le malheur, appellent notre attention sur l'une des idées fausses les plus répandues: la thèse, commune à tous les adversaires en présence, selon laquelle la société capitaliste contemporaine, avec son développement scientifique, technique et productif, place l'espèce humaine dans les meilleures conditions pour lutter contre les difficultés du milieu naturel. En conséquence de quoi on fait retomber la faute sur le gouvernement x et sur le parti y, accusés de n'avoir pas su exploiter le magnifique potentiel qui était à leur disposition, et d'avoir pris des mesures administratives et politiques erronées et coupables. D'où le non moins classique: ôte-toi de là que je m'y mette.

S'il est vrai que le potentiel industriel et économique du monde capitaliste est en augmentation et non en baisse, il est tout aussi vrai que plus il se développe, et plus les conditions de vie de la masse humaine face aux cataclysmes naturels et historiques empirent. A la différence de la crue périodique des fleuves, la crue de l'accumulation frénétique du capitalisme n'a pas pour perspective une "décrue" semblable à la **course descendante** que l'on peut lire sur l'hydromètre, mais la catastrophe de la rupture.

Il y a une relation étroite entre le développement millénaire de la technique du travail et les rapports de l'homme avec le milieu naturel. L'homme primitif, tout comme l'animal, cueille et consomme, par la simple opération de la cueillette, les fruits que la nature produit d'elle-même, et tout comme l'animal il fuit, sans aucun pouvoir de contrôle, le déchaînement des phénomènes naturels qui menacent sa vie. La production artificielle de biens de consommation, ainsi que la formation de réserves de ces mêmes produits et des instruments de travail, le contraignent à la fois à se fixer et à se défendre contre la menace des phénomènes météorologiques et des bouleversements naturels. Une telle défense, tout comme la défense contre d'autres groupes rivaux qui tentent de s'emparer de l'emplacement où il a fixé sa demeure, ou des réserves qu'il a accumulées, ne peut être que collective. C'est de ces exigences collectives que naissent, comme nous avons souvent eu l'occasion de le voir, la division en classes et l'exploitation par les classes dominantes.

Pour Marx (**Capital**, Ve section), "le développement de la production capitaliste suppose la domination de l'homme sur la nature" (1). Elle présuppose aussi la guerre de la nature contre l'homme. Une nature trop généreuse, trop prodigue, ne serait pas un milieu favorable à l'éclosion du capitalisme. "Ce n'est pas la fertilité absolue du sol, mais plutôt (...) la variété de ses produits naturels qui (forme) la base naturelle de la division sociale du travail (...). C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par des œuvres d'art, en

"un mot de la dompter, qui joue un rôle décisif dans l'histoire de l'industrie. "Telle a été la nécessité de régler et de distribuer le cours des eaux en Egypte, en Lombardie, en Hollande, etc. Ainsi en est-il dans l'Inde, dans la Perse, etc., où l'irrigation au moyen de canaux artificiels fournit au sol non seulement l'eau qui lui est indispensable, mais encore les engrais naturels qu'elle détache des montagnes et dépose dans son limon. La canalisation, tel a été le secret de l'épanouissement de l'industrie en Espagne et en Sicile sous la domination arabe. (Note bas de page): La distribution des eaux était aux Indes une des bases matérielles du pouvoir central sur les petits organismes de production communale sans connection entre eux. Les conquérants mahométans de l'Inde ont mieux compris cela que les Anglais, leurs successeurs. "Il suffit de rappeler la famine de 1866, qui a coûté la vie à plus d'un million d'Indiens dans le district d'Orissa, au Bengale" (2). C'est un fait bien connu que le déclenchement de semblables famines est extrêmement récent, malgré le formidable potentiel du capitalisme mondial... La lutte contre la nature engendre l'industrie et l'homme vit sur deux des éléments sacrés de Dante: la nature et l'art (le troisième élément était Dieu). De l'industrie, le capitalisme fait naître l'exploitation de l'homme. Le bourgeois ne répugnera pas à user de la violence contre Dieu, la nature et l'art.

Le haut capitalisme ultra-moderne a fait plusieurs pas en arrière dans la lutte de défense face aux agressions des forces naturelles contre l'espèce humaine, au point de renverser l'avantage qui lui venait du progrès de la science théorique et appliquée; et les raisons en sont strictement sociales et de classe. Attendons cependant avant de l'inculper d'avoir, avec les explosions atomiques, accru l'intensité des précipitations atmosphériques ou, demain, de s'être "foutu" de la nature jusqu'à rendre la terre et son atmosphère inhabitables ou même, jusqu'à faire éclater la carcasse de la planète pour avoir déclenché des "réactions en chaîne" dans les complexes nucléaires de tous les éléments. Pour le moment, nous établissons une loi économique et sociale de parallélisme entre l'efficacité croissante du capitalisme en matière d'exploitation du travail et de la vie des hommes, et son impuissance croissante en ce qui concerne la défense rationnelle contre le milieu naturel, au sens le plus large.

La croûte terrestre se modifie selon des processus géologiques que l'homme apprend à connaître de mieux en mieux et à attribuer de moins en moins aux volontés mystérieuses de puissances courroucées; et dans certaines limites, il apprend à les corriger et à les contrôler. Lorsque, dans la préhistoire, la vallée du Pô était une immense lagune par laquelle l'Adriatique arrivait jusqu'aux pieds des Alpes, les premiers habitants, qui évidemment n'avaient pas la chance de pouvoir quémander des "moyens amphibies" à la charité intéressée de l'Amérique, occupaient des habitations construites sur des pilotis plantés dans l'eau. C'était la civilisation des **terramares**, dont Venise est un lointain développement. C'était un procédé trop simple pour qu'on puisse fonder dessus des "affaires de reconstruction" et des adjudications de fourniture des matériaux! La crue, qui laissait debout les pilotis, provoquait l'écroulement des ouvrages modernes de maçonnerie: et pourtant, quels moyens n'aurait-on pas aujourd'hui pour construire des habitations, des routes et des voies ferrées suspendues! Cela suffirait à garantir la sécurité des populations. Utopie! Le compte économique ne tombe pas juste. Le compte qui tombe juste, c'est celui qui consiste à faire deux cents milliards d'ouvrages de réparation et de reconstruction.

(Extraits de "Crue et rupture de la civilisation bourgeoise").

A PROPOS DES "CATASTROPHES TECHNOLOGIQUES".

Carlsen, le héros de la mer. Il n'a pas été possible de savoir qu'elle précieuse cargaison a coulé par le fond avec le **Flying Enterprise**(3), sur lequel le capitaine et le maître d'équipage sont restés après le sinistre et l'abandon: armes secrètes trouvées en Allemagne, œuvres d'art volées, nouveaux appareils atomiques? On a parlé de tout. Le capitaine a déclaré: "On nous confie des navires et des cargaisons pour des millions de dollars; ce n'est pas une responsabilité que l'on peut abandonner d'un cœur léger". Autre mystère: pourquoi n'a-t-on pas voulu couper vers le port français de Brest, qui était le plus proche, et pourquoi s'est-on enfilé, avec le convoi qui remorquait l'épave, dans la zone des turbulences à l'embouchure de la Manche, pour rejoindre le port anglais de Falmouth? Il y a bien un droit de sauvetage sanctionné par le code maritime; mais il est clair que Carlsen ne devait pas tant sauver le navire (à l'impossible nul n'est tenu) que répondre d'un autre résultat, pour lequel il a risqué sa peau: le bateau ne devait pas tomber aux mains de sauveteurs inopportuns.

Dans le flot des nouvelles, l'une vaut la peine d'être notée: le navire tout neuf et luxueux, que Carlsen faisait astiquer comme un miroir, et qui devait faire une traversée tranquille, était à quille plate. Une innovation de la technique, dont les trouvailles inépuisables raillent le passéisme et se moquent des traditions des premiers navigateurs. Nous ne savons pas si les Polynésiens ont effectué leur migration en partant de l'Amérique du Sud ou de l'Asie: leurs flottes avançaient sur une longue ligne de front, à portée de voix, et transportaient vers des lieux inconnus une race que l'on dit semblable à la nôtre. Ce que l'on sait de sûr, c'est que la téméraire entreprise fut possible parce que ces primitifs avaient appris à tailler à la flamme le profil de la pirogue dans des troncs d'arbres géants et de bois lourd et qu'ils avaient adopté la quille à arête aiguë et tranchante, qui s'enfonçait profondément dans l'eau et confère stabilité et sécurité. Comment se fait-il que le chantier ultra-moderne du **Flying**

ait adopté la quille plate propre aux embarcations lacustres? Un journal le disait noir sur blanc: pour réduire le coût unitaire de production. Le trésor mystérieux que les navigateurs antiques auraient transporté sans encombre d'un continent à l'autre en se servant uniquement de la voix pour commander les manoeuvres, n'a pu éviter d'être englouti par l'abîme, malgré les ressources merveilleuses du radar, de la T.S.F., et de tout le réseau international de sauvetage dans les océans.

Nous avons ici la clef de toute la science appliquée moderne. Ses études, ses recherches, ses calculs, ses innovations ne visent qu'un seul objectif: réduire les coûts, augmenter le fret. Luxe pompeux, donc, de salons, de miroirs et d'oripeaux divers pour appâter le client aux poches pleines, économies mesquines et sordides sur les structures, dont les dimensions et les poids sont réduits à l'extrême, d'où un risque mécanique considérable. Cette tendance caractérise tout l'**engineering** moderne, du bâtiment à la mécanique: étaler avec opulence, pour épater le bourgeois, les compléments et les travaux de finition qui le premier crétin venu est à même d'admirer (vu qu'il justement une culture de pacotille toute appropriée, formée dans les cinémas et les magazines illustrés), et lésiner de manière indécente sur la solidité des structures portantes, invisibles et incompréhensibles pour les profanes.

Faire supporter des poids et des efforts maximum à des structures de poids et surtout de coût minimum: ce critère de la technique constructive que l'on présente aujourd'hui dans les écoles et sur les chantiers comme une vérité éternelle, disparaîtra sans honneurs avec la fin du capitalisme.

Une autre formule hypocrite complète les deux premières: une durée minimum, étant donné les progrès incessants! Suffit avec vos progrès, restez-en à la section de la pirogue tracée sans l'aide de la théorie des vecteurs, et commençons donc par le progrès général suivant: cessez de vous moquer du monde!

(Extraits de "Politique et construction")

A PROPOS DU MYTHE DU "TECHNICIEN" ET DE L' "EXPERT".

Quoi qu'il en soit, après le passage de l'Autorité à la Rationalité, nous avons celui de l'Idéalité à l'Economicité.(4)

Le troisième passage, de celle-ci à la **Technicité**, chez Messieurs les Hommes Publics, dérive de la complication toujours plus grande des interventions de l'Etat en matière de production, de marché, et de tout le reste. Tout est réglementé par une mesure appropriée de l'Etat, et il ne pourrait en être autrement avec la grêle d'inventions nouvelles et d'applications innombrables dans lesquelles la vie des hommes s'enchevêtre, qui transforment en services publics toutes les anciennes fonctions naturelles, comme boire, se chauffer, s'éclairer, ou s'adresser la parole, ou se donner un coup de main quand on manquait de trébucher ou que votre maison prenait feu; et qui de plus, crée mille services nouveaux pour des besoins auparavant inconnus, du cinéma à la radio, de l'aviation à la télévision, etc., etc. Sans parler, bien entendu, des nouvelles organisations grandioses pour se faire mutuellement la peau, à quoi l'on pourvoyait à l'origine avec des moyens aussi incivils que rudimentaires.

Alors, s'il est clair que tout cela doit être administré et gouverné, si suggérer qu'il vaudrait mieux renoncer à toutes ces innovations pour se consacrer à démechaniser, désélectrifier et "re-naturer" la société, est insoutenable (sauf par quelque fou), si tout le nouvel engrenage est le produit évident de conditions physiques, quoi d'étonnant à ce que la **matière** technique se trouve au premier plan quand il s'agit pour nos législateurs d'édicter des normes dans tous ces domaines complexes? Nous ne nous en étonnerons donc pas le moins du monde.

Avant tout, nous voyons un grand avantage pour la classe dominante dans le fait que le discours, après avoir été ramené des thèmes de l'esprit et de ses dignités à celui des intérêts économiques, se déplace des considérations trop strictement économiques aux considérations techniques, élevées au rang de nouvelles entités sacro-saintes, supérieures et inattaquables. En matière d'économie, on est bien obligé d'écrire les chiffres des recettes et des dépenses, et aussi habile que soit devenu le langage des budgets et des articles de loi (le **latinorum** que Don Abbondio débitait à Renzo (5) était, en comparaison, clair comme

de l'eau de source), on ne peut dissimuler indéfiniment le mouvement des bénéfices, à qui ils vont et d'où ils viennent. Le **patrimoine national** et le revenu moyen du citoyen sont de bien belles entités, de bien belles notions de la science financière moderne, mais où habitent-ils donc? Un certain Marx, incorrigible mufler, ne se mit-il pas à calculer, chiffres officiels en main, que plus le pays est riche et plus ses classes non possédantes sont roulées? Et après tant de dissertations sur les investissements et l'usage du capital et du travail, sur l'inflation et la déflation, sur les profits et les pertes, le citoyen complètement enfoncé ne sut imaginer qu'un seul sujet économique **général**, et il l'appela Pantalon: celui qui casque toujours là où il y a à perdre et qui, lorsqu'il y a à partager, contemple abasourdi ceux qui savent y faire.

Avec la technique, c'est autre chose, et toutes ces histoires de mauvais goût et sur celui qui a gagné et celui qui a été roulé sont laissées de côté. La technique, qu'est-ce que vous croyez, c'est de la science! Et la science, c'est la science: 4 et 4 font 8, il n'y a rien à ajouter; si bien que lorsqu'une affaire est en règle avec la technique, surtout avec la technique enrichie des inventions les plus récentes, c'est tout le monde qui y gagne, et honni soit qu'il mal y pense!

Il n'était pas difficile à la Grâce et à l'Esprit Saint d'effleurer avec équité de leurs ailes les grands comme les petits; la grandeur et la liberté des Patries et la dignité des Institutions modernes y réussirent aussi assez bien. Mais l'Economie et les Finances, la Monnaie et le Capital, le Crédit Public et la Richesse Nationale ont plus de mal à prouver que, comme la Mort chez Horace, **aequo pulsant pede divitum oedes pauperumque tabernas**, ils frappent d'un coup égal à la résidence du riche et au taudis du pauvre...

La **Technique**, au contraire, à la prétention d'être une valeur absolue, indépendante de toute comptabilité en "partie double": faites une route, une voie ferrée, un port, une ligne à haute tension, et ainsi de suite, conformément aux **préceptes** de la science technique, et la conscience des dirigeants est en règle: il est indiscutable que tous et chacun,

(suite en page 7)

Faute de place nous sommes obligés de reporter au prochain numéro du **Proletaire** qui paraîtra en octobre 1986 les articles concernant la politique économique du gouvernement ainsi que les mesures d'offensive sociale antiprolétarienne: **projets scélérateurs** de loi sur l'immigration et sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Précipitez-vous donc toutes et tous sur les points de vente du **Proletaire** dès le 1er octobre 1986!



L'hystérie sécuritaire

(suite de la page 1)

la tâche particulière au sein du gouvernement Chirac des **2 pieds nickelés** de l'action sécuritaire: Pasqua (ancien responsable du S.A.C.) et Pandraud. Ce dernier peut ainsi pérorer: "jusqu'à maintenant on avait l'impression que les truands et les terroristes étaient dans notre pays comme des poissons dans l'eau. Par la présence policière et par les contrôles que nous opérons et opérerons de plus en plus, nous ferons en sorte qu'ils ne soient plus maîtres de la rue, nous sèmerons systématiquement l'insécurité chez les délinquants". (Le Quotidien de Paris du 14 mai 1986).

Derrière les fanfaronnades, où le ridicule se dispute à l'odieuse, se profile la sinistre réalité d'un quadrillage policier systématique, avec son cortège de violence, de "bavures", d'arbitraire et de terreur, qui, lui-même, accentue et facilite toutes les initiatives "privées": polices municipales, milices patronales, sociétés de gardiennage etc... Dispositif complété par l'action de la répression judiciaire dont le nouveau ministre Chalandon revient servir l'Etat, après avoir pendant longtemps dirigé Elf Erap. Mais oui! la société impliquée dans l'affaire des avions renifleurs qui a permis une "escroquerie" de plusieurs centaines de millions de Francs, à faire pâlir d'envie n'importe quel truand du milieu ou agresseur de personnes âgées... Un Chalandon qui envisage même de privatiser une partie du système pénitentiaire. Diable si la répression peut en plus constituer une affaire juteuse, et contribuer à rendre encore plus lucrative la politique d'exploitation et d'oppression des masses, pourquoi s'en priver (c'est le cas de le dire)! Si la misère matérielle et morale qui pousse les plus exploités et les plus défavorisés à être, parce que pauvres et désemparés, en "infraction" avec la "loi" et "l'ordre" qui sont des instruments au service du capital,, peut être source d'enrichissement supplémentaire, pourquoi ne pas en profiter?

En réalité, ce qui se met en place c'est un **dispositif renforcé** d'état de siège voilé par lequel l'ordre des possédants entend accentuer sa domination sur les masses exploitées et laborieuses. Il s'agit d'accroître le climat de terreur et d'arbitraire contre les travailleurs immigrés, de museler la jeunesse et au-delà de contrôler à l'avance tout mouvement collectif de révolte, de résistance et de lutte.

Au-delà de solutions différentes quant à la forme mais **complémentaires**, l'objectif commun de la droite comme de la gauche est de quadriller la population, tout en la conditionnant par une intoxication sécuritaire quasi hystérique. Pour cela, il faut présenter la société française comme un havre de paix menacé par la foule des "méchants", des "étrangers", des "délinquants" et des "terroristes" plus ou moins manipulés à partir de l'étranger.

Une telle "image" est bien sûr fallacieuse. Elle est destinée à voiler la réalité de la société bourgeoise dont les contradictions s'accroissent pour engendrer violence et insécurité pour les masses. Laissons ici de côté l'action de l'impérialisme français (envoi de troupes, ventes d'armes, actions de sabotage menées par les services secrets comme ce fut le cas pour le Rainbow Warrior, multiples pressions économiques et financières qui ont pour résultat d'étrangler les masses du Tiers-Monde, répression colonialiste dans les DOM-TOM), action qui exporte et généralise une violence dont les effets ne peuvent pas ne pas se répercuter, par contre coup, en France même. Nous en avons déjà parlé par ailleurs. Voyons au contraire quelques unes des manifestations de la putréfaction, dans le fonctionnement interne, de l'ordre capitaliste et impérialiste dont les effets se font sentir partout à commencer par la France.

La véritable insécurité c'est d'abord bien sûr la misère, le chômage, le sous-emploi qui depuis plus de 10 ans

se développent partout dans le monde avec la généralisation de la crise du capital. Une réalité terrible, encore plus catastrophique dans les pays du Tiers-Monde que dans le Nord industrialisé. L'insécurité, ce sont aussi les risques industriels et les catastrophes polluantes provoquées par le développement économique anarchique parce qu'exclusivement soumis à la loi du profit (Seveso, explosion de gaz à Mexico, Bophal, Tchernobyl etc...). Ce sont encore les accidents du travail: en 1985 180 000 morts dans le monde et **110 millions de blessés** (le "terrorisme politique" qui est un concept vague et confus créé par les idéologues bourgeois représente lui 2200 morts et blessés); mais aussi la famine, la malnutrition, la pauvreté qui ne laisse le plus souvent d'autre choix aux plus démunis que de se prostituer, de prostituer leurs enfants (le plus souvent au profit de ceux qui dans le Nord industrialisé peuvent "se payer" du plaisir ou de se livrer à la "petite délinquance" pour chercher à survivre. L'insécurité et la violence du monde du capital c'est également l'analphabétisme, l'abrutissement idéologique, l'intoxication médiatique des masses afin de les maintenir dans la résignation et de les manipuler quand c'est nécessaire comme chair à canon; c'est aussi l'écrasante machine pénale qui permet à la répression policière et judiciaire d'emprisonner à tour de bras les plus démunis pour avoir volé une mobylette, et de les maintenir en prison sans même avoir été condamnés par la justice des possédants; la France est le pays en Europe qui se caractérise par l'ampleur de la détention provisoire (cf "Le Monde Diplomatique" de mai 1986). La violence et l'insécurité engendrées par le capitalisme c'est enfin l'ensemble des manoeuvres financières et des combines véreuses qui se mènent à l'ombre de l'Ordre bourgeois et en marge de la "loi" en toute impunité, puisque ce sont les bourgeois eux-mêmes qui les entreprennent et en profitent.

Il est intéressant de reprendre quelques exemples particulièrement significatifs en France dont parle "Le Monde Diplomatique" de mai 86: "En France, ces scandales éclatent avec les révélations de la commission d'enquête parlementaire sur les sociétés pétrolières" et avec l'instruction ouverte dès 1971 "par le juge Etienne Ceccaldi sur les ententes occultes et les manipulations de prix opérées par les grandes Compagnies pour mettre en coupe réglée les marchés publics. Cette véritable escroquerie portant sur 45 000 marchés d'adjudication sur tout le territoire national, entrainera l'inculpation de 42 dirigeants d'entreprise et des PDG des 8 grandes maisons: ELF, Total, Shell, Esso, Mobil, BP, Antar et Fina. **Après 13 ans d'instruction, elle se terminera par de discrètes transactions fiscales et des condamnations symboliques**". (C'est nous qui soulignons). Comme quoi ce que la Justice exige de ceux qui se livrent à ces combines d'escroquerie sur le dos des masses, c'est de ne pas franchir un certain seuil pour éviter de dévoiler trop ouvertement le caractère de classe et du fonctionnement de la Justice bourgeoise et de l'ordre capitaliste en général. A noter de plus que les responsables de ces affaires n'ont pas été en prison, au titre de la détention provisoire, contrairement à ceux qui croupissent des mois et des mois pour avoir volé une mobylette ou des vêtements dans une grande surface! **En réalité, c'est la société bourgeoise toute entière avec ses règles, ses "lois", son ordre qui est un système de gangstérisme et de truandages permanents!**

Mais continuons avec les informations fournies par "Le Monde Diplomatique" de mai 86: "Près de 15 ans plus tard, les révélations sur l'affaire des avions "renifleurs" et l'implication d'ELF-ERAP dans une escroquerie portant sur plus d'un milliard de Francs mettront en évidence, **outre les couvertures politiques, administratives et juridictionnelles,**

"(c'est nous qui soulignons) les techniques utilisées par les grandes compagnies pour la circulation occulte des capitaux à travers des réseaux de sociétés-écrans et fictives domiciliées dans les paradis fiscaux, au Lichtenstein, à Panama, à Jersey, aux Nouvelles Hébrides, relayées par les banques internationales, suisses en l'occurrence ...

"Une étude sur "les coûts du crime en France"... en mars 1985, évaluait le montant de la seule fraude fiscale en 1982 à 86,45 milliards de francs, soit **400 fois le montant des hold up et des agressions à main armée** (c'est nous qui soulignons) qui s'élevait la même année à 224 millions de francs. Or la fraude fiscale n'est pas toute la criminalité financière et le chiffre présenté paraît largement sous évalué. Cependant les statistiques du ministère de la justice font ressortir que les criminels d'affaires ne représentent que 1% à 2% des personnes condamnées par les tribunaux"

Résumons-nous, le coût des escroqueries capitalistes (qui aggrave la misère des masses en France et contribue à renforcer la pression de l'impérialisme français sur les masses déshéritées dans ses zones d'influence et ses chasses gardées, qui est donc un facteur de pauvreté, de mortalité accrue, de violence et d'insécurité) est 400 fois supérieur au coût de la "délinquance", tout en ne représentant qu'environ 1% des condamnations par la justice bourgeoise. C'est d'ailleurs dans le prolongement de cette **réalité incontournable** que s'inscrivent les mesures d'amnistie prises par le gouvernement Chirac, dès son installation, en faveur de tous les fraudeurs et spéculateurs, grands ou moyens possédants, qui s'enrichissent sur le dos d'un système d'expropriation et d'exploitation des masses. Les pantalonades des pieds nickelés de "l'ordre" et de l'action sécuritaire que sont Pasqua et Pandraud, et de leur acolyte Chalandon ne sont que le **cache-sexe** d'une politique répressive au service d'un ordre d'escroquerie et de truandage permanents.

On le voit les valeurs d'"ordre" et de "sécurité" servent de justification à un système social pourri des pieds à la tête; de paravent à une réalité fondée sur l'exploitation et la perpétuation de cette exploitation par tous les moyens, violence, insécurité, oppression, répression arbitraire, dont dispose l'arsenal judiciaire et policier. Un système qui inévitablement secrète la violence (durée de vie plus courte pour les plus défavorisés, chômage, pauvreté) tout en la récupérant à son profit.

Cette récupération prend la forme d'une répression accrue mais aussi d'une intense et puante intoxication, on l'a vu. Qu'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de justifier les crimes crapuleux mais de montrer que ceux-ci ne sont que l'expression incompressible de la **crapulerie** de l'ordre bourgeois qui pratique officiellement à une large échelle, ce que par ailleurs il prétend punir pour imposer sa domination. Il ne s'agit pas plus d'accepter l'amalgame ignoble entre crimes crapuleux et truandage patenté d'une part et "petite délinquance" de l'autre qui n'est que la manifestation du désarroi et de la misère sociale des masses; encore moins d'accepter le criminel amalgame entre insécurité et immigration. Ces différentes formes de récupération fondées sur des amalgames artificiels constituent en réalité la volonté du pouvoir du capital de profiter des mutations engendrées par le cours chaotique du capitalisme (en moins de 40 ans la France a connu une urbanisation accélérée, une mobilité géographique et sociologique accentuée, ce qui dans un premier temps entraîne des déséquilibres inévitables qui sont le lot de l'exploitation bourgeoise) pour cimenter une base sociale autour du réflexe quasi hystérique de défense de la propriété capitaliste. Réflexe qui s'appuie d'abord sur le conditionnement des classes moyennes au nom de la solidarité des possédants; réflexe qui suppose la désignation de cibles et de boucs émissaires (les jeunes, les immigrés, les démunis).

Qu'on se souvienne dans les années 1920-1930 de l'utilisation par le grand Capital, au moment de la montée du fascisme et du nazisme du conditionnement des classes moyennes, pourtant menacées par lui, pour lutter contre le mouvement prolétarien au nom de la défense de la propriété, de l'ordre et de la sécurité. Cela démontre une fois de plus la nécessité pour le mouvement de la lutte des classes de rompre avec toute idéologie et toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise pour se reconstituer notamment sur la base d'une dénonciation de l'idéologie sécuritaire forgée par les classes possédantes et toutes les couches sociales avides de privilèges (dont elles seront pourtant inexorablement exclues) et surtout d'une lutte contre la réalité d'une politique répressive que le discours hystérique sécuritaire sert pour le plus grand profit de l'ordre du Capital. Un ordre fondé sur l'exploitation et l'expropriation permanentes!

Radio Mouvance Solidarité!

Le 24 avril RADIO MOUVANCE a vu débarquer la police qui a perquisitionné les locaux et saisi le matériel, dans le cadre de ses opérations dites "anti-terroristes".

Quelques jours plus tard, le ministre délégué à la Sécurité, Pandraud, a précisé le sens de cette action: "le terrorisme existe. Principalement d'extrême-gauche. Les opérations menées ces derniers jours et les arrestations effectuées l'ont montré. On a, à cet effet, parlé de la "mouvance" d'Action Directe, de ces milieux de l'ultra-gauche composés de militants qui peuvent, à l'occasion (sic! NDLR), faciliter, même de façon en apparence bénigne (re-sic), les entreprises terroristes. L'opération conduite récemment dans les locaux de Radio Mouvance indique clairement que, pour la police, il n'y aura désormais (?) plus de sanctuaire(...). Terroriser les terroristes, c'est aussi cela: s'attaquer aux réseaux de soutien, empêcher d'agir les porteurs de valise (...)" (Le Monde du 27/4).

Pandraud avoue ici sans fard que la "lutte anti-terroriste" est un alibi utilisé pour réprimer et "terroriser" y compris ceux qui, au regard de la loi, n'ont commis aucun délit, mais qui peuvent "à l'occasion", "faciliter" la préparation de délits, c'est-à-dire ceux qui font partie de cette "mouvance" que l'Etat juge dangereuse.

Les animateurs de Radio Mouvance écrivent justement:

"(...) Nos ennemis savent pourquoi ils nous attaquent. Ainsi, dans la lettre du Quotidien de Paris, une "lectrice" s'indigne: "j'entends nuit après nuit (quel masochisme!) une radio pirate d'extrême-gauche qui émet depuis des mois en toute liberté (6 saisies) et donne à tour de rôle la parole aux pires extrémismes ennemis de la France: terroristes palestiniens, indépendantistes guadeloupéens, apôtres divers de la révolution mondiale et Collectif pour la libération de Frédéric Oriach."

"Oui, en effet, c'est cela notre crime, nous soutenons et donnons la parole aux peuples que la bourgeoisie voudrait voir baillonnés, y compris le peuple de France. Car, sans "paix sociale" intérieure, pas de possibilité de massacrer et d'exploiter ceux que le pouvoir ne conçoit que dominés, humiliés, bafoués. Dans cette marche vers la guerre (Tunis, Nicaragua, Tripoli), c'est la même idéologie "anti-terroriste" qui couvre et tente de justifier la guerre contre les peuples, contre toute opposition, contre toute résistance.

"Depuis 1983, RADIO MOUVANCE a toujours mené le combat contre l'impérialisme, le fascisme, le racisme, avec pour seules armes, le micro et le téléphone ouvert 24 heures sur 24 aux auditeurs, sans censure ni contrôle préalable du discours. RADIO MOUVANCE n'a jamais hésité à dénoncer les véritables terroristes qui, à la tête des grands Etats impérialistes, vivent de l'armement, soutiennent les pires dictatures, font sauter le Rainbow Warrior des pacifistes de Greenpeace en causant mort d'homme, et combien d'autres restés dans l'ombre?"

"C'est parce que de jour en jour, le cercle des auditeurs s'élargissait, parce que de jour en jour, notre conscience et notre connaissance des réalités de l'exploitation et de la domination grandissaient, parce que de jour en jour, une véritable information, une réflexion, un débat prenait forme, entre animateurs et auditeurs, sur des sujets aussi divers que les luttes de libération nationale, les restructurations, les luttes syndicales, les luttes de prisonniers, le racisme, le sexisme ainsi que sur des thèmes culturels. Si la bourgeoisie a décidé de nous faire taire, c'est qu'il n'est pas supportable pour elle que grandisse un courant d'opinion qui aille à l'encontre de ses intérêts.

"RADIO MOUVANCE est un outil d'information libre, de compréhension et de débat. Nous affirmons que RADIO MOUVANCE doit réémettre. C'est une nécessité pour tous ceux qui refusent de cautionner la politique raciste, colonialiste et impérialiste de la France, pour tous ceux qui de tout temps se sont dressés contre la politique d'exploitation, de chômage et de guerre(...)"

Solidarité contre la répression qui frappe RADIO MOUVANCE (5 rue Caplat 75018 PARIS)! Soutien financier à Radio Mouvance, 29 avenue de Trudaine 75009 PARIS.

Le texte ci-dessus est extrait de la pétition que Radio Mouvance fait circuler. ●

VIE DU PARTI : RESOLUTION INTERNATIONALE

La troisième réunion internationale s'est tenue au mois de janvier 1986 en présence des camarades français, suisses et italiens représentant les journaux **Le Proletaire** et **Il Comunista**.

La réunion a porté sur les questions suivantes :

- analyse de la situation économique mondiale,
- problème de la tactique telle qu'elle se pose aujourd'hui,
- organisation du parti et travail international,
- travail de presse et de publication.

L'étude de ces questions, comme cela avait été indiqué lors de la 2ème RI de septembre 86, s'inscrit dans le travail de reconstitution politique et organisationnelle d'un réseau militant centralisé, internationaliste et international du PC Int. Ce travail représente une **tâche unique et fondamentale** pour la réalisation de laquelle les militants organisés autour des journaux **Il Comunista** et **Le Proletaire** représentent, à ce jour, deux composantes engagées dans une activité de **coordination** et de **centralisation** sur le plan politique, tactique, organisationnel et pratique.

1- L'analyse engagée sur le développement de la crise économique mondiale a permis de vérifier la caractérisation de cette crise, de ses tendances évolutives et de ses rapports avec les perspectives de reprise de mouvements prolétariens de lutte sur une base générale non épisodique.

La crise mondiale, qui s'approfondit depuis maintenant plus de 10 ans, s'est traduite par une **offensive différenciée** contre les différentes couches du prolétariat international. Le poids de cette offensive a, d'abord et surtout, porté sur les masses prolétariennes et sans-réserves des zones périphériques: perte importante du pouvoir d'achat, aggravation terrible de la misère, de la malnutrition, de la famine etc..., le tout accompagné par une pression politique, militaire et policière de plus en plus forte et directe, quelque soit le masque de cette pression: ouvertement autoritaire, libérale, voire même, mais plus rarement, social-démocrate.

Cette offensive est parvenue, au début des années 1980, à briser la 1ère vague de luttes directement prolétariennes qui, après la fin, au milieu des années 1970, du cycle des luttes nationales révolutionnaires et anti-impérialistes, se sont développées de Rio à Seoul en passant par le Maghreb, la Pologne, la Turquie et l'Iran. Cette vague de lutte a surtout concerné les pays capitalistes périphériques mais aussi les marges des grandes concentrations industrielles (Pologne). Dans les métropoles industrialisées et impérialistes, l'offensive capitaliste s'est développée contre le prolétariat de manière plus échelonnée dans le temps. Elle s'est appuyée sur un effort interne au système capitaliste pour entreprendre, d'abord, un travail de rationalisation, de rentabilisation et de restauration de la compétitivité de l'appareil productif **avant**, dans un deuxième temps de se lancer dans une attaque plus systématique et plus frontale contre les masses ouvrières.

L'intensification de cette seconde vague d'attaque contre le prolétariat des pays développés ne s'est pas encore pleinement exprimée, malgré une pression de plus en plus forte, notamment dans des pays comme les USA et le Royaume-Uni. Cette intensification dépendra des convulsions du système productif mondial ainsi que des craquements du système bancaire et financier international, systèmes dont la faillite généraliserait et accélérerait l'offensive anti-prolétarienne sur une base mondiale et accentuerait le besoin d'une reprise coordonnée des luttes ouvrières sur le plan international. C'est pourquoi, il importe de suivre au plus près l'évolution des contradictions du système productif et financier mondial, et plus particulièrement des menaces pour le système capitaliste, liées à l'endettement croissant du tiers-monde comme des pays industrialisés.

2- La question de la tactique revêt dès aujourd'hui une importance particulière dans la mesure où elle renvoie à l'**utilisation** de la théorie et du programme marxiste révolutionnaire pour élaborer des orientations politiques et commencer à les mettre en application d'une manière adaptée aux conditions objectives de la crise capitaliste, à la situation réelle du mouvement des masses prolétariennes ainsi qu'à nos capacités militantes qui sont actuellement très faibles.

Cela suppose l'assimilation des lignes tactiques générales du parti de classe, c'est-à-dire de la tactique fixée historiquement pour les grandes questions sociales et politiques sur la base du bilan historico-politique complet de la révolution et de la contre-révolution. Ces lignes tactiques générales sont **dérivées** des principes et de la "théorisation des grands chemins des grands développements" (Struttura), c'est-à-dire du bilan du cours économique, social et politique du prolétariat et de l'évaluation du développement de la société bourgeoise et de la lutte révolutionnaire à venir. Ces lignes tactiques générales constituent un des acquis fondamentaux de la gauche communiste d'It. et de l'ancien réseau du PC Int. dont nous nous revendiquons.

C'est à l'intérieur de ces normes tactiques générales que doivent être élaborées les lignes tactiques partielles permettant de guider l'action du parti dans les situations contingentes, dans leur développement et leur modification. Tactiques partielles qui ne dépendent pas exclusivement de ces situations contingentes mais qui permettent à l'organisation du parti d'agir en ces situations en cohérence avec les perspectives et les objectifs finaux généraux du parti.

Espèce humaine et croûte terrestre

(suite de la page 5)

les individus et le peuple, en dehors du concept **suranné** de classe, ont **réalisé** une **conquête**.

Au-dessus, Mesdames et Messieurs, de toute division de parti et de classe, nous avons réalisé des ouvrages publics et construit de nouveaux équipements; laissant de côté les divergences, aussi respectables soient-elles, d'opinion et d'idéal, oubliant les oppositions d'intérêts particuliers, **tous les hommes honnêtes** applaudissent avec enthousiasme et émotion! On peut entendre ou lire ce discours cent fois par jour, venant de tous horizons, tenus par des gouvernements et des responsables de toutes les couleurs. Et nous? Nous sommes les malhonnêtes.

En vérité, il n'y a jamais eu tant de charlatanisme, on n'a jamais tant berné son semblable et fait avaler des mensonges de manière plus effrontée qu'en cette époque où nous sommes gouvernés "scientifiquement", selon les canons de la "technique".

Les sorciers des premières tribus, les prêtres des innombrables divinités et églises que l'histoire enregistre, les philosophes, les illuminés et les exaltés du romantisme libéral de pacotille, les baudruches XIXe siècle de tous les meetings électoraux et de toutes les séances parlementaires, qui remplissaient la fête de leurs auditeurs d'homélies enflammées et de tirades sentimentales, les administrateurs réformistes d'avant-guerre qui se vantaient d'avoir su descendre dans le vif des questions sociales et des problèmes **concrets**, étudiant en détail la répartition des avantages économiques et se donnant comme objectif d'améliorer les rémunérations et de créer des assistances de tout genre, tous ceux-là n'ont pas à leur actif autant

de mensonges, autant d'escroqueries que les intrigants dernier cri de la chose publique qui, à chaque pas, justifient leur action en proclamant que toutes leurs décisions ont été d'abord passées au crible impartial et objectif de la **technique**.

Il n'est de couillonade, si vaste soit-elle, que la technique moderne ne soit prête à avaliser et à recouvrir de plastique virginal, lorsque cela correspond à la pression irrésistible du capital et à ses sinistres appétits.

(Extraits de "Politique et construction")

(1) **Le Capital**, livre I; Editions Sociales, Paris, 1948, tome II, p. 187.

(2) *ibid.*, p. 187-188.

(3) Pris dans une tempête au sud de l'Irlande, le cargo américain **Flying Enterprise** devait couler le 11 janvier 1952 après 15 jours de dérive en pleine mer, puis de remorquage, avec le capitaine Carlsen seul à bord; la presse de l'époque fit grand bruit autour de l'épisode.

(4) Bordiga dans le début de ce texte explique qu'après avoir connu à l'époque féodale la Vérité du dogme religieux et la Sentence de l'Eternel, la société humaine rentra par la porte révolutionnaire dans la phase historique de la détermination bourgeoise. Lors de ce passage, le deuxième, la référence universelle devient "l'homme politique" porteur de toutes les vertus morales. Après le passage historique à "l'Autorité et à la Foi", viendra donc le passage à la "Raison et à la Conscience" et ensuite le passage à la "Technicité" dont il est question ici.

(5) Personnages du roman de Manzoni, **Les Fiancés**, de même que, plus haut, Don Ferrante.

Cela signifie que le développement d'une tactique révolutionnaire, aussi réduite soit-elle au départ, est lié à l'évolution du rapport concret de forces qui oppose le capital et l'impérialisme aux masses prolétariennes et sans réserves ainsi qu'à la capacité de l'organisation du parti à développer, sur la base des principes et du programme marxiste, des analyses concrètes, à chercher à les appliquer dans une activité coordonnée et centralisée, et surtout, elle est liée à sa capacité à tirer les leçons du travail engagé pour l'améliorer et le renforcer. Ce qui est en jeu, c'est la nécessité de développer une activité aussi cohérente et maîtrisée que possible sur le triple plan politique, tactique et organisationnel. Car, comme le rappelaient nos "Thèses de Lyon", c'est aussi la bonne tactique qui permet de fonder un parti fort et cohérent, susceptible sur la base d'une analyse concrète de la situation concrète, de se déterminer, au moins au départ, par rapport à l'alignement des forces politiques et sociales sur la scène de la lutte des classes. Etant entendu que la tactique ne saurait en aucune manière être conçue comme un expédient capable de tout régler comme par magie.

Dans ce domaine notre objectif consiste à tendre vers l'élaboration d'une **tactique-plan** et vers le développement d'un **parti-plan** pour être en mesure de mener un travail à caractère de masse en vue de nous lier avec des couches sans cesse plus grandes du prolétariat en lutte et de contribuer à la préparation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une orientation tactique correcte permettra, en présence de la reprise des luttes immédiates à caractère économique et politique de défense des conditions ouvrières, de contribuer à la renaissance d'un courant classiste dans le prolétariat, un courant se cristallisant dans la reconstitution d'associations ouvrières immédiates de défense et de lutte indépendantes de l'opportunisme politique et syndical. Cet objectif doit dès maintenant **guider** les premiers pas même modestes de notre activité interne et externe. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre souci d'élaborer des **orientations politiques** capables d'encadrer la préparation de **campagnes politiques** précises, qui aussi minimes soient-elles au départ, en se cantonnant ne serait-ce qu'au niveau de la propagande, doivent tendre à être coordonnées et centralisées sur un plan international.

La situation du prolétariat et le développement de la lutte de classe dans les pays où nos forces sont présentes réclame une activité à caractère de parti continue et cohérente. Nous y consacrons la plus grande part de notre énergie. Mais notre vision nous interdit de nous borner à des limites nationales et nous pousse au contraire à travailler dans une optique internationaliste et internationale.

C'est pourquoi les événements sociaux à l'échelle mondiale, de grande importance pour l'avenir de la lutte prolétarienne et révolutionnaire internationale (comme les luttes et les événements d'Afrique du Sud, du Proche et Moyen-Orient, d'Amérique Centrale et d'Extrême-Orient) requièrent une attention constante de notre part. La dénonciation des principaux aspects de la domination impérialiste et de l'exploitation capitaliste, la solidarité internationaliste avec les masses ouvrières, sans réserves et opprimées les plus frappées à la périphérie du capitalisme ainsi qu'avec les masses travailleuses des métropoles impérialistes exige des **prises de position politiques** qui soient aussi claires et tranchées que possible. Cela suppose la définition de perspectives de lutte et l'impulsion d'initiatives pratiques adaptées aux possibilités du moment comme aux exigences générales de la lutte des classes. Même si à l'heure actuelle nous ne représentons que des forces très modestes, et que par conséquent l'impulsion de véritables campagnes politiques n'est pas directement envisageable, nous sommes persuadés que les communistes révolutionnaires doivent avancer sur ce chemin avec patience et détermination. Ce sont là des tâches vitales à la réalisation desquelles nous devons dès maintenant nous préparer.

Un premier pas dans la préparation de campagnes politiques est l'élaboration d'orientations politiques ainsi que la définition d'indications de propagande et d'activité militantes. C'est pourquoi nous avons décidé d'élaborer des résolutions spécifiques, comme premier résultat d'un effort commun et coordonné, sur les questions importantes et souvent les plus épineuses qui concernent le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale. Cela signifie que, dans un premier temps, nous allons élaborer des résolutions internationales spécifiques sur :

- la situation en Afrique du Sud et les perspectives de luttes prolétariennes contre l'apartheid et plus généralement contre l'exploitation capitaliste dont la discrimination raciale n'est aujourd'hui que **l'expression majeure**,

- sur la situation au Proche et Moyen-Orient et les perspectives générales de lutte des masses palestiniennes comme plus généralement des masses prolétariennes et exploitées de la région.

3- Cela signifie un effort particulier pour organiser le travail international et jeter les bases organisationnelles permettant de clôturer la phase dans laquelle nous sommes actuellement engagés qui concerne la constitution d'un **réseau politique stable et centralisé** sur des bases internationalistes et internationales.

Pour ce qui concerne l'activité internationale, les RI s'occuperont à l'avenir de deux tâches particulières mais étroitement liées l'une à l'autre :

- la 1ère tâche concerne la poursuite du travail d'homogénéisation et de définition des bases reconstitutives et d'adhésion du PCInt. indispensables pour encadrer sur le plan théorique, programmatique et politico-tactique l'activité interne et externe de notre travail de parti.

- La 2ème tâche concerne la définition d'orientations et d'indications qui permettent la préparation d'initiatives politiques centrales et leur organisation pratique dans la perspective de l'impulsion ultérieure de véritables campagnes politiques centrales.

Pour cela et en opposition, y compris sur le plan de l'organisation du parti, à la vision démocratique (qui conçoit l'homogénéité du parti à travers la somme ou la fusion des opinions de ses membres, avec l'application plus ou moins grande du système de vote), et en opposition à la vision unanimité (on ne bouge et on n'agit qu'en présence de décisions unanimes), notre méthode de travail correspond à la seule vision dialectique que l'expérience historique du mouvement communiste international a confirmé : le **centralisme organique**. C'est-à-dire une méthode qui intègre les forces individuelles des membres du parti dans un **travail collectif anonyme**, strictement dépendant de l'encadrement programmatique et des thèses du parti.

De l'ensemble de ce travail (organisation, élaboration théorique, politique, tactique, d'intervention active dans la réalité sociale et dans le mouvement prolétarien) aucun camarade n'est exclu, comme personne n'est exclu d'aucune responsabilité politique et organisationnelle. Le développement du travail interne et externe du parti est le terrain sur lequel les forces intellectuelles et d'action, présentes dans l'organisation du parti, se cimentent et donnent leur contribution, et c'est sur cette base que se développe une "sélection naturelle" des forces par rapport aux diverses tâches et aux diverses responsabilités requises par l'activité du parti et la situation dans laquelle il agit.

C'est donc sur cette base, et non sur des appréciations personnelles ou sur les capacités politiques et organisationnelles supposées de chefs et de subordonnés que la réorganisation des forces militantes du parti pourra se développer efficacement et de façon cohérente. Ce développement demande des formes organisationnelles cohérentes avec des perspectives historiques, y compris dans une période comme aujourd'hui où se jettent les bases de la réorganisation du Parti Communiste International.

Loin des méandres politiciennes et des expédients pour attirer des sympathies et conclure des accords, loin du bureaucratisme et du formalisme, notre travail se poursuit dans la perspective de reconquérir la difficile (et indigeste pour les politiciens) méthode de travail qui a caractérisé le parti pour une longue période depuis sa constitution en 1952 et qui tend à l'application du centralisme organique.

4- **Presse et publication**. Le degré supérieur de coordination atteint sur le plan des thèmes politiques à affronter en priorité (comme la 3ème résolution internationale l'avait rappelé : tactique, conception du parti, courants politiques "prolétariens" et leurs trajectoires) nécessite une coordination pratique correspondante, notamment sur le plan des publications périodiques.

Le Proletaire et **Il Comunista** tous deux bi-mensuels, sortiront tendanciellement au même moment, ce qui permettra ainsi de "mettre en phase" le travail interne consacré aux journaux et la publication au même moment des articles qui revêtent un intérêt plus général.

La revue théorique PROGRAMME COMMUNISTE qui sortira prochainement contiendra nécessairement une série d'articles consacrés au bilan politique de la crise interne du parti, articles examinés et discutés dans les réunions internationales; un article sur l'évaluation générale de la situation internationale et sur les conditions de la reprise de la lutte de classe donnera pour sa part l'optique dans laquelle s'inscrit notre travail de reconstitution du PCInt.

HAÏTI : LE RECHOUKAGE DEMOCRATIQUE

Les démocrates exultent! Après les départs successifs de Jean-Claude Duvalier, dit bébé-doc, et de Marcos, la démocratie a, selon eux, gagné quelques points importants dans la démonstration faite aux prolétaires de la supériorité de la méthode patiente et douce qu'ils préconisent pour "renverser" les gouvernements les plus sanguinaires, sur la méthode violente et révolutionnaire, semeuse de mort. Ce chant de victoire n'aveuglera pas longtemps les prolétaires, car les tractations au sommet de la bourgeoisie pour éliminer ceux des siens, qui après avoir représenté l'ordre n'offrent plus que le désordre, se démasquent d'elles-mêmes.

Le 7 février de cette année, Jean-Claude Duvalier, avec l'aide en coulisse des USA et de la France, se fait déloger du trône sur lequel son père l'avait installé. La famille Duvalier avait fait de ce pays d'esclaves son royaume personnel, et instauré un des régimes les plus répressifs de la planète. Mais l'empire des Duvalier s'est construit sur la corruption de tout l'appareil administratif, politique, militaire et policier de l'Etat, ainsi que sur le privilège économique et financier de quelques clans jouissant de la faveur présidentielle comme le clan des Bennett, belle-famille de bébé-doc.

Aussi cet empire reposait-il sur du sable. La misère des masses prolétaires était une formidable bombe à retardement que la répression la plus féroce des tontons macoutes ne pouvait indéfiniment empêcher d'exploser.

L'impérialisme sauta donc sur l'occasion pour faire sortir bébé-doc du jeu et placer sur l'échiquier d'autres pions tout aussi bienveillants à son égard. Les manifestations et les émeutes de rue qui se produisirent l'année passée ne furent malheureusement pas le prélude d'une véritable insurrection des masses haïtiennes. Elles furent le simple catalyseur d'une révolution de palais, où claquent successivement portes de sortie et d'anti-chambre.

Sitôt le dictateur envolé vers la France, la bourgeoisie haïtienne avança ses nouveaux pions, où plutôt puisa dans les anciens ceux qui étaient encore aptes à se grimer en démocrates, et forma la Commission Nationale de Gouvernement chargée de faire l'intérim à un futur gouvernement civil élu démocratiquement. La composition de la CNG en dit long par elle-même: beaucoup d'anciens duvaliéristes militaires ou civils y figurent, flanquée de l'immanquable caution démocratique en la personne du président de la Ligue des droits humains, Gourges (qui démissionnera plus tard, mais dont le rôle fut suffisant pour calmer la vindicte populaire bouillonnante juste après le départ de bébé-doc).

D'ailleurs la première mesure de la CNG fut de protéger les biens et les personnes de tous ceux qui étaient liés, d'une façon ou d'une autre, aux affaires duvaliéristes et de sauver la vie des tontons macoutes en instaurant immédiatement un couvre-feu. Pour

mieux les protéger, la CNG intégra aussi illico presto que possible et individuellement les tontons macoutes à l'armée. Le 10 février 1986, la dissolution de ce corps de police politique tant haï vien dra masquer la réalité de leur intégration à l'armée. Or cette situation renforcera le rôle répressif de l'armée dont la représentation à la CNG est nombreuse, à commencer par son président (le général Henri Namphy), le ministre de l'intérieur (le colonel William Regala) et le ministre de l'information (le colonel Max Valles). L'armée sera dorénavant le pilier du maintien de l'ordre.

Quelques tontons macoutes ont fait les frais de la juste vengeance des masses haïtiennes, mais le tribu fut léger et la bourgeoisie fut bien satisfaite de laisser en pâture aux manifestants quelques boucs émissaires. Ni l'Eglise qui joue un rôle important dans l'organisation des masses, ni les partis de l'opposition n'appelèrent et n'organisèrent le "déchoukage". Il fut laissé à la spontanéité des masses et freiné, pour éviter tout débordement de la violence (2).

L'Eglise, quant à elle, a appuyé largement la CNG et n'a pas ménagé ses efforts pour étouffer la révolte. Pas plus que l'opposition politique démocratique, elle ne s'était manifestée de novembre 85 à janvier 86 lors des multiples émeutes, afin de limiter les risques de débordement qui l'auraient inévitablement écartée des masses. Même la partie opposante au duvaliérisme du clergé se tait toujours lors de ses sermons sur la répression qui s'abat encore aujourd'hui sur les manifestants.

Le départ de "Jean-Claude" laisse donc une place vide à remplir, et pour la bourgeoisie haïtienne, composée de clans multiples, les jours à venir ne seront qu'une longue course poursuite pour accéder aux places suprêmes, à moins que l'armée ne veuille s'ériger en arbitre de ce panier de crabes et reste en place à la tête de l'Etat.

Pour l'impérialisme, le plus dur est fait, la suite ne saurait trop l'inquiéter car Haïti n'est pas le Nicaragua. Il n'existe pas de réelles formations politico-militaires capables d'orienter et de diriger les masses prolétaires haïtiennes. Les mouvements de révolte ne peuvent être que désordonnés et leur structuration en un puissant mouvement capable d'unité d'action n'est pas pour

aujourd'hui. D'ailleurs la démocratisation saura mettre en place suffisamment de diversions pour saper les efforts d'organisation des masses. Même si l'espoir de l'impérialisme est grand de normaliser rapidement la situation, ses craintes ne peuvent pas se dissiper totalement. Les masses prolétariées d'Haïti, prolétaires démunis, paysans pauvres ou esclaves de la canne à sucre, ne sortiront pas de sitôt de la misère. Leurs luttes pour la survie quotidienne resteront une nécessité vitale, démocratie ou pas, et elles mettront à l'épreuve ses gouvernants bourgeois démocratiques dont la préoccupation unique est de garantir les conditions d'ordre de l'exploitation des prolétaires.

Bébé-doc est parti juste à temps pour l'impérialisme et, comme le dit un haut fonctionnaire américain: "il fallait qu'il parte le jour même, avant que ne débute le carnaval et les mouvements de foule dans les rues". L'impérialisme sait - et c'est ce qu'il craint par exemple en Afrique du Sud - qu'il existe un point de non-retour dans le soulèvement des masses laborieuses où les forces bourgeoises de rechange ne peuvent plus jouer le rôle de tampon. Ce n'est donc pas pour faire du tourisme que les Marines américains croisaient au large de Port-aux-Princes en février! L'enjeu haïtien n'a pas une valeur en soi pour l'impérialisme, mais il fait partie de toute une chaîne de points chauds, au nombre desquels les Philippines, qu'il tente de refroidir par l'élimination des figures les plus contestées qui cristallisent contre elles toute la révolte des classes exploitées. Cette stratégie lui permet alors de renforcer sa présence sur des zones autrement plus dangereuses pour l'équilibre régional de l'ordre impérialiste, comme le Nicaragua ou l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et aussi de libérer des forces pour ouvrir d'autres fronts de son intervention.

Pour les masses haïtiennes, l'heure est toujours à la répression. Elles réclament le départ de la CNG des anciens duvaliéristes, mais la réponse démocratique est celle du plomb. W. Regala, sur la liste des ex-duvaliéristes, offre comme seule réponse l'ordre aux forces armées "de réagir sévèrement contre toute atteinte à la sécurité de la nation haïtienne". Il est relayé par H. Namphy qui dénonce "les attentats contre les forces de l'ordre qui sont comme des préludes à la guerre civile". La démocratisation du régime haïtien ne fait qu'ouvrir le terrain à de nouvelles violences et répressions bourgeoises, mais elles seront couvertes par la Sainte-Démocratie si les formes démocratiques sont respectées.

L'organisation des masses prolétaires sur leur terrain et avec leurs objectifs, est ici comme ailleurs un urgent besoin. ●



(1) Note sur le titre de l'article: les masses haïtiennes ont utilisé le terme de "déchoukage", qui signifie "déraciner", pour exprimer la chute des Duvalier et de son corps spécial du maintien de l'ordre des tontons macoutes. Le maintien de partisans de Bébé Doc à la CNG leur fera dire que le "déchoukage" n'a pas été assez profond. Ce que les masses prolétaires haïtiennes ont réussi à déraciner, la démocratie se charge de le remettre en terre, c'est le "rechoukage".

(2) Selon "Le Monde" du 10/2/86, à l'ancienne caserne des tontons macoutes de Gonâves, les cartes d'identité et listes de macoutes traînent par terre dans les bâtiments désertés sans que personne songe à en exploiter l'usage pour leur faire payer leurs crimes.

Misère et faim aux ... USA

A la fin du mois de mai une spectaculaire manifestation "hands across America" s'est déroulée aux USA pour lutter contre la pauvreté dans le pays. Organisée à coups de millions de dollars, sponsorisée par les plus grandes entreprises, elle a vu la participation de Reagan et d'inévitables vedettes du show-biz à la formation d'une chaîne humaine qui aurait dû relier entre elles les 2 côtes des Etats-Unis.

Comme toujours en pareil cas, le but réel de cette grande démonstration est de faire de la misère et de l'injustice un problème moral de solidarité entre individus par delà les classes sociales et de camoufler ainsi la responsabilité de l'organisation économique de la société.

Il faut dire qu'au sein de la nation la plus riche et la plus puissante de la planète, le "problème" de la pauvreté et même de la faim existe bel et bien, et pas à petite échelle: selon un rapport récent, pas moins de 20 millions d'américains souffrent de la faim, au moins quelques jours par mois.

En réponse à ces faits révélés par un programme de la télé américaine et avant de participer à la fameuse chaîne humaine, Reagan a tenté de justifier sa politique de restriction des dépenses sociales, il a cyniquement déclaré que si des gens souffraient de la faim aux USA, c'est uniquement en raison de leur "manque de connaissance" sur la façon d'obtenir des aides alors que les efforts privés de charité ont triché ces dernières années. L'idée générale parmi les politiciens, démocrates ou républicains, est que les aides de l'Etat entretiennent la pauvreté et le chômage (selon Reagan, si les programmes de petits déjeuners gratuits attirent tant d'enfants, c'est tout simplement parce que leurs parents veulent faire des

économies...). Une diminution de ces aides serait donc une "incitation" à chercher du travail: selon les bourgeois, les pauvres sont responsables et coupables de leur misère.

Une étude récente sur "La pauvreté aux Etats-Unis" (1), basée sur des statistiques officielles donne des chiffres intéressants. On y voit que la pauvreté diminue de 1965 à 1972, diminue de 1972 à 1978, puis augmente après 1978, donc avant que le méchant Reagan arrive au gouvernement. Nous ne nous attarderons pas sur les insuffisances de la mesure officielle de la pauvreté, créée en 1964, qui, comme on s'en serait douté, tendent à minimiser l'ampleur du phénomène, parce qu'elles ne semblent pas modifier beaucoup l'évolution d'ensemble.

Il apparaît ainsi que sur les 25 dernières années, une partie considérable de la population a des revenus bruts inférieurs au seuil de pauvreté: 21,3% en 1965, 24% en 1982 (le chiffre le plus bas, 18,5% étant atteint en 1968); seuls les transferts sociaux et les aides en tout genre de l'Etat-providence lui ont permis pendant cette période de s'en sortir. Or, les dépenses d'assistance stagnent à partir de 1972 et les dépenses sociales en général diminuent relativement à partir de 1979.

Le premier mandat de Reagan a vu une accélération de ce processus d'effritement de l'Etat-providence; les assurances sociales, qui constituent 75% du système de protection sociale, ont diminué de 6,8% et les transferts d'assistance et les programmes spécifiques qui représentent les 25% restants, ont diminué de 7,5% et de 42,5%, soit au total, plusieurs milliards de dollars. Par rapport à ces sommes, la charité privée ne constitue qu'une goutte d'eau. Les statistiques montrent qu'il est possible

de distinguer parmi la catégorie des pauvres, une petite minorité de "pauvres permanents" et une majorité de "pauvres temporaires" (personnes pauvres pendant moins de 7 ans sur 10). Elles montrent que les pauvres sont plus nombreux parmi les noirs, les mères de famille célibataires, les jeunes: en 1984, 34,6% des noirs étaient pauvres contre 12% des blancs; 22,5% des jeunes de moins de 15 ans étaient pauvres contre 15% chez les adultes et les jeunes plus âgés; 36,3% des familles dont le chef est une femme seule le sont alors que 7,6% des familles dont le couple est marié le sont. Les chiffres indiquent encore que la pauvreté est un phénomène essentiellement urbain et lié à l'absence d'emploi. Et si ces statistiques ne nous donnent évidemment pas de renseignements directs sur l'appartenance de classe des "pauvres", le tableau est suffisamment clair pour nous permettre de constater qu'il confirme les analyses classiques du marxisme.

Pendant toute la période de prospérité économique, le paupérisme a pu être en partie masqué et enrâyé par les systèmes d'assistance sociale; la crise le fait réapparaître avec force en gonflant le noyau des "pauvres temporaires" (et au-delà du "paupérisme officiel"), c'est-à-dire la masse des prolétaires rejetés par les convulsions du cycle économique dans le chômage ou le travail précaire.

Contrairement à ce qu'écrit la revue bourgeoise citée, il ne s'agit pas là de "pauvres par accident", sauf si on considère que ces millions "d'accidents" sont la conséquence nécessaire et inévitable des lois du capitalisme. Le Manifeste de 1848 affirmait déjà que la principale conséquence de la crise est de rendre le salaire de l'ouvrier toujours plus incertain et sa condition toujours plus précaire. Cette dégradation de la situation de la classe ouvrière, qui touche aussi ceux qui ont conservé leur emploi (2), sape les mensonges édifés par les réformistes de toute espèce lors de la prospérité

passée et crée les conditions d'un retour de la lutte de classe. Lors d'une autre crise américaine, en 1855, Engels écrivait: "la crise américaine, que nous avions prévue est magnifique et ses répercussions sur l'industrie française ont été immédiates. La misère a déjà atteint le prolétariat; mais pour le moment il n'y a pas encore de symptômes révolutionnaire, car la longue période de prospérité a horriblement démocratisé les masses. Jusqu'à présent, les chômeurs qu'on rencontre dans les rues mendient. Les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent".

Aujourd'hui la misère atteint à nouveau le prolétariat; pour qu'il reste "démocratisé", c'est-à-dire sous l'influence des structures contre-révolutionnaires du réformisme et de l'Etat, la bourgeoisie organise elle-même en grand la charité. La mendicité publique vise à empêcher les explosions de colère des affamés au coeur d'un pays où la surproduction de produits alimentaires ruine les fermiers et où l'obésité d'une partie de la population est une cause majeure de maladies. Mais l'aiguillon de la crise poussera inévitablement les prolétaires américains à rompre les chaînes en tout genre qui les paralysent. Ce jour là, les pauvres qui attirent la compassion feinte des bourgeois se seront transformés en une classe ouvrière en lutte pour ses propres intérêts. ●

(1) Revue Française des Affaires Sociales, janvier-mars 86.

(2) Voir "où va l'Amérique?", Le Proletaire n° 381.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.